

Les changements sociaux : tendances de 1960 à 2000

Simon Langlois

sociologue, Université Laval

Le xx^e siècle appartient maintenant à l'histoire. Parallèlement aux mutations politique et économique qu'a connues le Québec ces dernières années, une autre révolution a peu à peu pris place, plus discrète, moins bruyante, transformant la société beaucoup plus lentement. Sociale et culturelle au sens anthropologique, cette révolution a marqué les modes de vie au sens large, les façons de vivre au quotidien, les visions du monde, les valeurs. Les années 1990 passeront à l'histoire comme des années d'affirmation tranquille d'une nouvelle culture et de nouveaux modes de vie dont les racines plongent évidemment loin dans les décennies précédentes. Cette révolution discrète est plus difficile à percevoir nettement parce que sa source est d'abord endogène, parce qu'elle est le résultat lent de décisions prises par les individus au fil des jours.

Ce constat d'une révolution d'envergure marquant les modes de vie émerge clairement de l'examen d'un ensemble d'indicateurs de changements sociaux que nous avons rassemblés dans les pages qui suivent. S'agit-il d'une révolution typiquement québécoise? Non, il faut l'affirmer bien nettement, pas plus que la Révolution tranquille n'a été le propre du Québec. D'autres sociétés ont été marquées par les mêmes changements rapides que le Québec a connus dans les années 1960'. Pensons à l'Espagne ou à la Grèce qui présentent d'étonnantes analogies avec ce qui a été vécu ici. D'autres pays comparables connaissent en ce

moment un parcours qui n'est pas sans rappeler celui du Québec; c'est le cas des pays entrés tardivement dans le processus accéléré de modernisation. Il en va de même pour la mutation culturelle dont nous parlons, observable un peu partout dans le monde. Bon nombre de ces changements se présentent sous la forme d'un patron universel, mais sur fond de singularité qui tient à l'histoire, à la culture nationale et au contexte particulier de chaque société.

Un rapport social en bref

Ce n'est pas le lieu ici de présenter une vue d'ensemble des changements anthropologiques, culturels et économiques qui affectent la société québécoise. Nous nous limiterons dans les pages qui suivent à esquisser quelques tendances qui nous semblent caractériser les changements sociaux en cours.

Par tendances, il faut entendre un diagnostic posé sur l'évolution de certains segments de la société québécoise². Bien qu'elles puissent aussi être dégagées à partir d'observations qualitatives et à partir de théories — pensons aux deux tendances majeures des sociétés modernes observées par Alexis de Tocqueville au siècle dernier: progression de l'égalité et concentration du pouvoir politique — les tendances retenues ont ici une portée plus limitée et on s'en tiendra à celles qui caractérisent la morphologie du Québec à partir de séries statistiques et d'observations standardisées.

Le présent essai est une sorte de rapport social en bref sur le Québec, un rapport qui s'inscrit en continuité avec les précédents qui ont été publiés au fil des ans dans l'ouvrage préparé sous la direction de Roch Côté. Dans la présente édition — la cinquième à laquelle nous collaborons — nous avons augmenté les aspects couverts et les séries statistiques ont été mises à jour. Les données permettent de prendre la mesure de ce qui s'est passé jusqu'à la fin de l'année 1999 et de dresser un bilan de l'histoire immédiate, de décrire des changements sociaux et culturels récents avec un peu de recul. Les aspects suivants ont été retenus :

- principales tendances démographiques, démolinguistiques et macro-économiques ;
- les autochtones ;
- santé et éducation ;
- familles et modes de vie ;
- emplois et activité professionnelle ;
- revenus, pauvreté et inégalités ;
- consommation.

Les données ont été mises à jour et elles couvrent pour la plupart la décennie des années 1990. Un certain nombre de nouveaux tableaux ont été ajoutés.

Il faut considérer une assez longue période afin de faire ressortir les changements de fond qui sont les plus marquants, car se limiter à un horizon de quelques années paraît insuffisant pour en mesurer toute la portée. Des séries statistiques portant sur vingt ou trente ans si possible s'imposent. Les commentaires qui suivent seront nécessairement brefs. Nous laissons au lecteur le soin de faire une lecture plus détaillée des tableaux publiés ci-après et nous préférons attirer l'attention sur les évolutions les plus significatives.

Enfin, la présentation des tableaux est allégée et plusieurs graphiques permet-

tent de mieux visualiser les tendances. Cependant, le lecteur intéressé par la consultation des données complètes pourra les retrouver sur un site Internet que nous avons bâti à cette fin (voir encadré). Pour un regard synthétique sur les enjeux que posent les évolutions décrites dans les pages qui suivent, le lecteur est prié de se reporter à l'article précédent [page 5].

Faits saillants : nouvelles tendances et retournements

Les tendances ne changent pas radicalement d'une année à l'autre. Cependant, l'ajout d'une nouvelle année à une série statistique vient parfois confirmer une inflexion, illustrer plus clairement un retournement qui n'apparaissait pas avec netteté jusque-là. C'est le cas par exemple dans le domaine de l'éducation, où l'on note une diminution de l'effectif étudiant universitaire et des diplômés.

Ou encore, l'ajout d'une nouvelle donnée attire l'attention sur une stabilité qui apparaît plus évidente. C'est le cas pour les différences de revenus gagnés entre hommes et femmes, le travail à temps partiel, la pauvreté, domaines où la tendance est au plat. D'autres tendances semblent s'accélérer : la natalité chute plus bas, l'union libre s'étend plus rapidement, le nombre de décès augmente.

Le fait de recouper diverses données amène la formulation d'une nouvelle représentation de ce qui semblait familier jusqu'à présent. C'est le cas de la famille — qui n'est plus le mode de vie dominant qu'elle a été — comme le donne à penser la montée en importance de la vie de couple sans enfant présent à la maison.

Voici quelques faits saillants qui ressortent des analyses effectuées dans la présente version du rapport social. Nous reprenez ici la liste dressée dans Québec

2000. Nous ajouterons par la suite d'autres faits saillants qui se dégagent de la mise à jour faite pour Québec 2001.

- L'espace québécois se recompose. La décroissance démographique des régions éloignées apparaît plus nettement, de même que la mutation de l'espace habité autour de Montréal.
- L'accroissement naturel de la population québécoise a ralenti, conséquence de la forte chute de la natalité — qui se poursuit — et de la hausse du nombre de décès, qui commence à devenir importante.
- La nature de l'union conjugale entre hommes et femmes change radicalement : désaffection envers le mariage, fragilité plus marquée des unions, fécondité hors mariage devenue dominante.
- Un nouveau type de ménage, révélateur d'un nouveau mode de vie, émerge plus nettement : le couple sans enfant présent à la maison.
- L'unité de vie typique dans la société n'est plus la famille (un couple ou un parent entouré d'enfants).
- La création de ménages a augmenté plus vite que la population. On vit dans des unités nettement plus petites, avec moins d'interactions au sein du foyer.
- Conséquence des changements précédents, le mode de vie en ménage ne recoupe plus le mode d'occupation de l'espace.
- Le monde de l'éducation est en profond changement. La baisse des clientèles, conséquence de la dénatalité, va obliger les institutions à se repositionner.
- L'emploi à temps partiel — indicateur souvent retenu pour illustrer la précarité — plafonne. L'emploi atypique continue cependant de s'étendre.

- La réduction de l'écart de revenus gagnés entre hommes et femmes s'est arrêtée.
- La pauvreté et la faiblesse du revenu restent au même niveau.
- Les gains hebdomadaires retirés du travail salarié n'ont pas bougé depuis plus de quinze ans au Québec, alors qu'ils augmentent en Ontario.

Nouvelles constatations

Il ressort de la mise à jour quelques nouveaux faits à signaler.

- L'analyse de la structure professionnelle révèle que l'économie québécoise s'inscrit bel et bien dans le contexte de la nouvelle économie, marquée par la croissance du nombre d'emplois dans la gestion, les sciences et techniques et les sciences sociales au sens large. La stratification sociale a donc considérablement changé depuis une trentaine d'années.
- Le revenu familial brut en dollars constants a finalement atteint un nouveau sommet, qui a dépassé le précédent qui avait été observé en 1989. Il a donc fallu dix ans aux ménages et aux familles québécoises pour faire ce rattrapage.
- L'État a cependant continué à prélever une part grandissante des revenus des ménages (jusqu'en 1998 du moins, dernière année disponible), au point d'annuler entièrement les gains faits sur le marché, en moyenne. Les changements annoncés dans la fiscalité devraient corriger quelque peu cette situation, mais il faudra attendre plusieurs années pour y arriver.
- Les revenus tirés du marché (revenus de travail et revenus de placements) sont répartis de façon plus inégale et cette tendance va en s'accroissant car

plusieurs facteurs y contribuent (double et simple revenus, secteurs d'emploi plus dynamiques, effet de la scolarisation, etc.).

- Les mécanismes mis en place par l'État providence fonctionnent efficacement pour réduire les inégalités, mais la situation est en train de changer.
- Les biens et services marchands contribuent à différencier de façon marquée les styles de vie et les genres de vie des individus et des familles. Plus précisément, quatre fonctions de consommation paraissent nettement plus

dynamiques (en changement rapide) : logement, transports, loisirs et protection. Ces fonctions reflètent de nouvelles façons de vivre dans une société marquée par la consommation marchande.

Ces tendances doivent être prises comme des indicateurs d'une société en changement rapide. Les données qui suivent en décrivent certains aspects.

L'auteur remercie Claude Fortier pour l'aide apportée dans la mise à jour et la préparation des tableaux et graphiques.

Données sur Internet

Toutes les données contenues dans ce chapitre, de même que les tableaux (en version intégrale) ayant servi à la construction des graphiques, sont accessibles en format PDF sur Internet à l'adresse suivante :

www.soc.ulaval.ca/tendances/

Le fichier a été préparé en juillet 2000 et il sera mis à jour à l'automne 2000 afin d'intégrer les données publiées après la date de dépôt du manuscrit.

Aspects démographiques

Les changements démographiques sont probablement, à l'aube d'un nouveau millénaire, ceux qui auront l'impact le plus considérable sur la société québécoise. Ils s'étendent sur une période plus longue que les cycles économiques par exemple et ils sont moins perceptibles à court terme. Ces changements n'en sont pas moins spectaculaires et surtout, déterminants pour l'avenir.

Diminution du poids relatif du Québec au sein du Canada

Le Québec compte plus de sept millions trois cent soixante mille personnes à l'aube de l'an 2000 en tenant compte des résidents non permanents (tableau 1 et graphique 1). Malgré une population toujours en croissance — en hausse de 40 % depuis 1961 — le poids relatif du Québec au sein du Canada ne cesse de diminuer parce que la population canadienne progresse encore plus vite. En 1994, la part de la population québécoise est tombée pour la première fois dans l'histoire en bas de

Tableau 1
Population du Québec en nombre, en indice et en % du Canada, 1961-2000
(Nouvelles données révisées depuis 1971)

Année	Nombre	Indice	En % du Canada
1961	5 259 211	100,0	28,8
1966	5 780 845	109,9	28,9
1971	6 137 368	116,7	27,9
1976	6 396 735	121,6	27,3
1981	6 547 704	124,5	26,4
1986	6 708 352	127,6	25,7
1991	7 064 735	134,3	25,2
1992	7 112 810	135,2	25,1
1993	7 165 199	136,2	25,0
1994	7 207 302	137,0	24,8
1995	7 241 429	137,7	24,7
1996	7 274 019	138,3	24,5
1997	7 302 553	138,9	24,4
1998	7 322 995	139,2	24,2
1999	7 345 390	139,7	24,1
2000	7 357 269	139,9	24,0

* Données révisées depuis 1971 par l'ISQ. La série tient compte des Québécois de retour et des résidents non permanents.

Année 2000 : données provisoires au 1^{er} janvier 2000.

Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

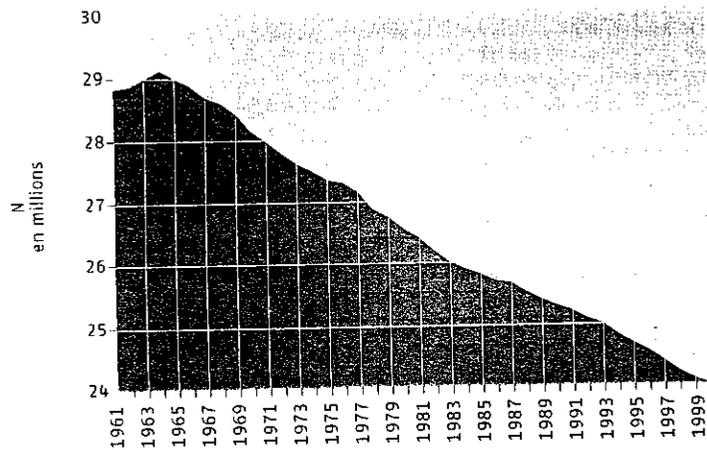
Tableau 2
Population du Québec (en %) selon l'âge et l'année, 1961-1999

Année	0-14	15-19	20-24	25-29	30-39	40-49	50-54	55-59	60-64	65 et +	total
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	
1961	35,4	8,9	7,0	6,9	13,9	11,1	4,5	3,6	2,9	5,8	100
1966	33,0	9,6	8,1	6,5	12,7	11,1	6,3	3,7	3,0	6,0	100
1971	29,3	10,3	9,3	8,1	12,3	11,5	4,7	4,2	3,5	6,8	100
1976	24,9	10,7	9,6	8,9	13,6	11,3	5,2	4,3	3,8	7,7	100
1981	21,5	9,6	10,0	9,1	15,7	11,0	5,3	4,8	3,9	8,7	100
1986	20,2	7,2	9,4	9,8	17,1	12,2	5,0	4,9	4,4	9,8	100
1991	19,8	6,5	7,1	8,9	18,0	14,4	5,1	4,7	4,4	11,0	100
1996	19,0	6,9	6,5	6,9	17,8	15,7	6,2	4,8	4,3	12,0	100
1998	18,5	6,7	6,7	6,5	16,8	16,2	6,7	5,2	4,2	12,5	100
1999	18,2	6,6	6,8	6,5	16,3	16,4	6,9	5,4	4,3	12,6	100

Source : Statistique Canada Estimations de la population.

Graphique 1

Population du Québec en pourcentage du Canada, 1961-2000
(Nouvelles données révisées depuis 1971)



Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

25 % de l'ensemble canadien. À moins d'une hausse significative de l'immigration au Québec — non prévue en ce moment, cependant —, cette diminution ne pourra que se poursuivre, au rythme de un dixième de un pour cent environ chaque année. La population du Québec comptait pour 24 % de l'ensemble du Canada en 2000.

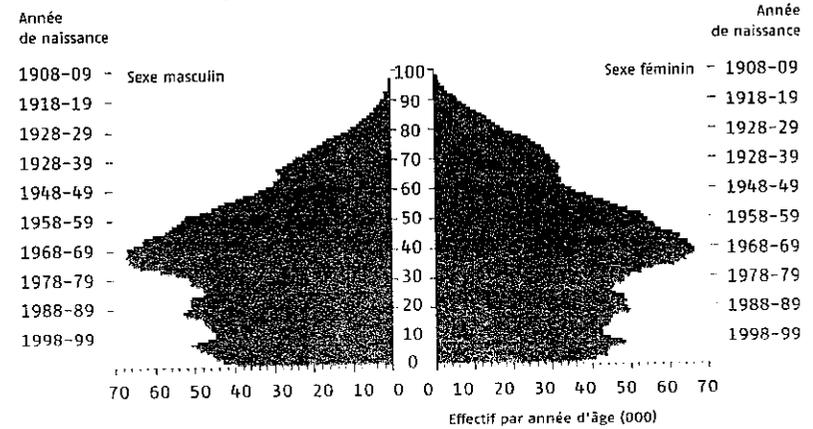
Moins de jeunes et plus de personnes âgées

Le poids relatif des différents groupes d'âges est en changement rapide (tableau 2). La pyramide des âges est en profonde mutation. La base démographique se rétrécit de façon marquée. Une tendance nouvelle apparaît avec plus de netteté à la fin des années 1990 : la chute assez brusque de la natalité entraîne une accentuation du déséquilibre entre les groupes

d'âge. Pendant que la base diminue, les cohortes nées dans les années cinquante vieillissent et progressent vers le haut de la pyramide des âges — qui prend plutôt peu à peu l'allure d'un gros champignon (graphique 2).

La part des jeunes âgés de 0 à 14 ans a fortement diminué, passant de 35,4 % en 1961 à 18,2 % de l'ensemble en 1999, et celle de la population ayant atteint l'âge de la retraite est en forte croissance, notamment parce que l'espérance de vie augmente. Le Québec n'a pas encore une population vieille, mais la tendance au vieillissement est nettement présente. Cette tendance va s'accélérer au début du XXI^e siècle de façon rapide, comme l'indiquent les projections de population faites par l'Institut de la Statistique du Québec : la part de la population âgée de 65 ans et plus va passer de 12,6 % en 1999 à 21,1 %

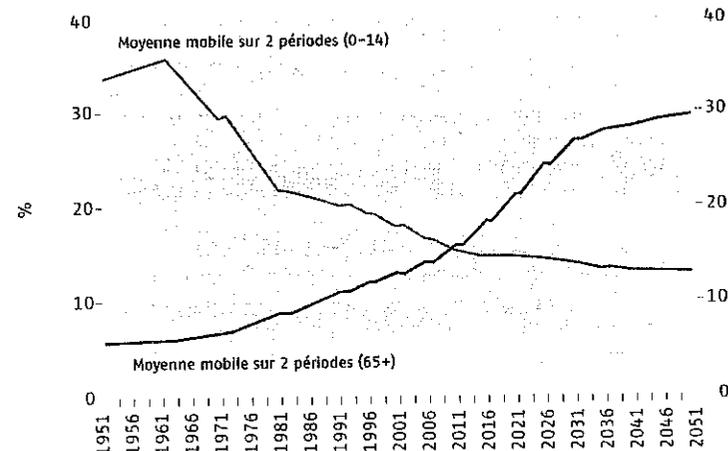
Graphique 2
Pyramide des âges, Québec, 1^{er} juillet 1999



Source : Statistique Canada. Estimations de la population. Dernière mise à jour le 28 octobre 1999.

Graphique 3

Évolution de la population composant deux groupes d'âges (0-14 ans et 65 ans et plus), 1951 à 1996 et projections 2001-2051, Québec



2001-2051 : Projections, hypothèse moyenne.
Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

Tableau 3
Structure de la population par âge rapport de dépendance et âge médian de la population du Québec, 1951 à 1996 et projections 2001-2051

Année	Proportion			Rapport de dépendance	Âge médian
	0-14	15-64	65 +		
1951	33,7	60,6	5,7	0,65	24,8
1961	35,4	58,7	5,8	0,70	24,0
1971	29,3	63,9	6,8	0,57	25,6
1981	21,5	69,8	8,7	0,43	29,6
1991	19,8	69,2	11,0	0,45	34,0
1996	19,0	69,0	12,0	0,45	36,1
2001	17,8	69,3	12,9	0,44	38,4
2006	16,4	69,7	13,9	0,44	40,6
2011	15,0	69,3	15,7	0,44	42,2
2016	14,6	67,1	18,3	0,49	43,4
2021	14,4	64,5	21,1	0,55	44,5
2026	14,1	61,6	24,3	0,62	45,8
2031	13,7	59,5	26,9	0,68	46,8
2036	13,2	59,0	27,8	0,70	47,6
2041	12,8	58,8	28,3	0,70	47,4
2046	12,8	58,2	29,0	0,72	49,0
2051	12,8	57,8	29,4	0,73	49,0

Rapport de dépendance: (0-14 ans + 65 ans et plus/15-64 ans)

2001 - 2051: Projections hypothèse moyenne.

Source: Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

en 2021, alors que la part de la population des jeunes (0-14 ans) va continuer à regresser lentement (graphique 3).

L'âge médian de la population — l'âge qui départage la population entre deux groupes égaux — fera un bond considérable, passant de 36,7 ans en 1997 à 44,5 ans en 2021 (tableau 3). Cela signifie que la moitié de la population aura moins de 44,5 ans cette année-là. Les nouvelles projections de populations publiées par l'Institut de la Statistique du Québec donnent à penser que le vieillissement sera plus prononcé que prévu à partir de l'an 2011. Rappelons que la moitié de la population avait moins de 25 ans en 1951, et moins de 34 ans en 1991. Quand on

évoque les changements démographiques en cours, tous pensent spontanément à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population; il faut aussi avoir en tête que le centre de la distribution se gonfle à mesure que vieillit la génération du baby-boom, une tendance qui se poursuivra jusqu'en 2011.

Le rapport de dépendance — qui est mesuré par le rapport du nombre des jeunes et des personnes 65 ans ou plus sur la population âgée de 15 à 64 ans — augmentera, mais seulement après l'année 2011, alors qu'il devrait atteindre le haut niveau observé dans les années 1950 et 1960. Ce rapport de dépendance doit être interprété avec précaution, notamment

parce qu'une partie des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite pourront rester actives sur le marché du travail ou encore effectuer des travaux non rémunérés, à titre de bénévoles par exemple. Dans les années cinquante, les personnes dépendantes étaient surtout des enfants qui n'avaient pas de ressources économiques propres; dans les années 2000, les personnes dépendantes seront de plus en plus des personnes âgées possédant pour la plupart un patrimoine, ce qui affectera l'impact socio-économique de la dépendance sur la société.

Inégale croissance démographique des régions

D'après les données révisées de la population, quatre régions éloignées du Québec ont connu un certain dépeuplement depuis dix ans: la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay-Lac-Saint-Jean. La grande région de Montréal a aussi

perdu une partie de sa population au profit des régions adjacentes en forte croissance depuis 1991 (les Laurentides surtout ainsi que Lanaudière) ou de régions en croissance modérée (Laval et la Montérégie). La région de l'Outaouais est aussi en croissance démographique plus marquée. Ces cinq régions en croissance ont augmenté leur poids respectif dans l'ensemble du Québec. Il en va de même pour le Nord du Québec à cause de la forte fécondité des populations autochtones, mais il faut ajouter que cette région est faiblement peuplée [voir aussi l'article de Juan-Luis Klein en page 281].

Une population de plus en plus urbanisée

La population québécoise se concentre davantage dans les grandes régions métropolitaines, qui connaissent toutes (sauf celles de Chicoutimi-Jonquière et de Trois-Rivières) une croissance démographique plus forte que celle de l'ensemble

Tableau 4
Population par région métropolitaine de recensement et variation en %, Québec, 1986-1999

Régions	Population *				Variation en %
	1986	1991	1998	1999	
Montréal	3 032 022	3 290 792	3 428 304	3 438 532	4,5
Québec	619 079	660 730	687 155	688 085	4,1
Hull	205 623	232 901	255 193	255 987	9,9
Chicoutimi-Jonquière	162 415	164 531	161 982	162 346	-1,3
Sherbrooke	133 561	143 998	152 655	153 140	6,3
Trois-Rivières	132 063	139 328	142 448	141 751	1,7
Reste du Québec	2 449 019	2 432 455	2 505 546	2 505 549	3,0
Total	6 733 782	7 064 735	7 333 283	7 345 390	4,0

* Données de Statistique Canada légèrement différentes de celles de l'ISQ. Les populations des régions ont été révisées de 1991 à 1997, mais pas la population de 1986. Source: ISQ, www.stat.gouv.qc.ca.

du Québec (tableau 4). Ce dernier est de plus en plus urbain et un peu moins de la moitié de toute sa population se retrouve dans la grande région montréalaise. C'est la région métropolitaine de Hull qui croît le plus vite au Québec depuis dix ans, suivie par celle de Sherbrooke.

Trois phénomènes démographiques affectent la taille de la population totale et l'équilibre entre les groupes d'âges, et jusqu'à un certain point la répartition entre les régions : la natalité, l'immigration internationale et les migrations inter-provinciales. Nous en examinerons brièvement les évolutions.

La chute de la natalité s'accélère

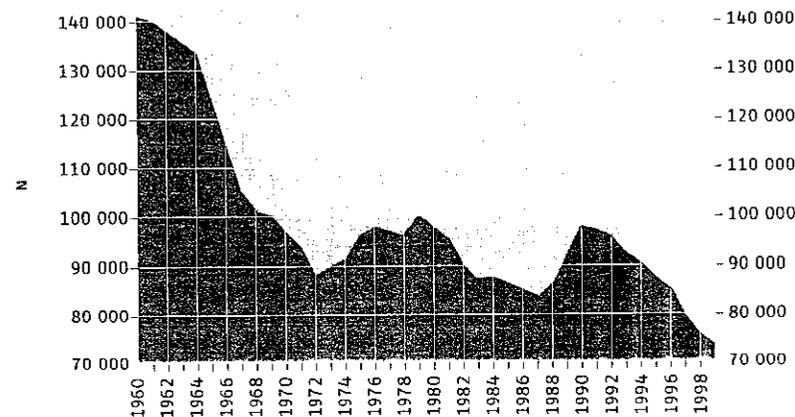
Le nombre de naissances et le taux de natalité sont en forte baisse depuis 1990, après avoir connu un certain redressement à la fin des années 1980 (tableau 5). Une nouvelle tendance à la baisse des différents indicateurs de fécondité existe nettement depuis une dizaine d'années (graphique 4). Il faut signaler que la chute du nombre de naissances s'est accélérée ces dernières années, ce nombre étant maintenant inférieur à 80 000 depuis 1997. Entre 1990 et 1998, on a enregistré une diminution de 24 434 naissances par année, ce qui est considérable.

Tableau 5
Divers indicateurs de fécondité, Québec, 1960-1999

Année	Naissances	Taux de natalité	Indice synthétique de fécondité	Naissances hors mariage		Total
				Rang 1	Rang 2	
1960	141 224	27,5	3,86	-	-	3,6
1965	123 279	21,7	3,07	-	-	5,2
1970	96 512	16,1	2,09	-	-	8,0
1975	96 268	15,2	1,75	-	-	8,8
1980	97 498	15,0	1,63	20,7	8,3	13,8
1985	86 008	12,9	1,39	34,5	18,0	24,7
1986	84 579	12,6	1,37	37,3	19,6	27,2
1987	83 600	12,3	1,36	39,8	22,5	29,9
1988	86 358	12,6	1,42	43,2	25,9	33,1
1989	91 751	13,2	1,51	45,9	29,0	35,6
1990	98 013	14,0	1,63	48,4	31,8	38,1
1991	97 348	13,8	1,65	50,3	34,6	40,8
1992	96 054	13,5	1,67	54,1	37,6	43,4
1993	92 322	12,9	1,63	57,1	40,8	46,3
1994	90 417	12,5	1,63	58,6	44,1	48,5
1995	87 258	12,0	1,61	59,8	47,1	50,6
1996	85 130	11,7	1,60	62,3	48,9	52,8
1997	79 724	10,9	1,53	62,8	50,6	54,3
1998	75 674	10,3	1,48	64,7	51,8	56,1
1999	73 579	10,0	1,46	-	-	-

* Le total comprend toutes les naissances hors mariage.
1999: Données provisoires, 8 mai 2000. Indice synthétique révisé depuis 1971.
Source: Institut de la statistique du Québec. *La situation démographique au Québec*. Édition 1998, tableau 412; et www.stat.gouv.qc.ca.

Graphique 4
Nombre de naissances par année, Québec, 1960-1999



1999: Données provisoires, 8 mai 2000.

Source: Institut de la statistique du Québec, *La situation démographique au Québec*. Édition 1998, tableau 412; www.stat.gouv.qc.ca

L'examen de la langue d'usage de la mère à la naissance montre que les francophones ont une fécondité un peu plus faible. Les personnes qui parlent français

à la maison représentent 81,9% de la population et les mères qui parlent français à la maison représentent 78,7% de toutes celles qui ont accouché en 1998 (tableau 6).

Tableau 6
Langue d'usage de la mère à la naissance en 1998 et langue d'usage à la maison dans la population, Québec

Langue	Mère 1998	Population 1998
Français	78,7	81,9
Français et anglais	1,4	0,9
Anglais	10,4	10,1
Autre	7,8	7,1
Non déclarée	1,7	-
Total %	100	100
N	75 674	7 274 019

Source: Institut de la statistique du Québec
www.stat.gouv.qc.ca

Le taux de fécondité a diminué de façon importante dans le groupe des jeunes femmes mais non dans le groupe des femmes âgées de 30 ans et plus (tableau 7). Plus scolarisées qu'auparavant, les jeunes femmes reportent à plus tard la venue des enfants, comme le montre l'augmentation de l'âge moyen à la naissance. Elles attendent aussi d'être établies professionnellement avant de devenir mères. Or, les études montrent que plus l'âge à la première naissance augmente, plus la probabilité d'avoir un autre enfant par la suite diminue. Cependant, la diminution du nombre de naissances et la chute de l'indice synthétique

famille comptant plusieurs enfants. Il faut aussi considérer, dans la recherche d'une explication à la baisse de la fécondité, cette profonde mutation culturelle qui marque la conception même de la vie en commun. Le destin des individus dans la société contemporaine s'inscrit-il encore dans un espace et une temporalité qui est conciliable avec la venue des enfants? La question — déjà soulevée par l'historien de la famille Shorter (*Naissance de la famille moderne*, Paris, Le Seuil, 1977) — doit être posée.

La mesure de la descendance finale d'une cohorte de femmes donne une mesure plus fiable du remplacement de la population que l'indice synthétique de fécondité (graphique 5). Nous pouvons estimer avec assez de justesse quel a été le nombre total d'enfants mis au monde par les femmes nées avant le milieu des années soixante, puisqu'elles ont maintenant passé l'âge d'en avoir d'autres. La mesure de descendance finale décline chaque année depuis 1921, date à partir de laquelle chaque cohorte annuelle de femmes a eu un peu moins d'enfants que la précédente. La cohorte des femmes nées en 1943 a été la première à avoir eu moins de 2,1 enfants par femme, soit le nombre nécessaire pour assurer le remplacement naturel de la population. La diminution de la descendance finale semble s'être arrêtée en 1955, pour se stabiliser à 1,6 enfant environ dans les cohortes de femmes nées entre 1955 et 1970. Les premières données sur la descendance finale des femmes nées après 1970, qui sont cependant encore en âge d'avoir des enfants, donnent à penser qu'elle sera inférieure à 1,6 enfant.

Tableau 8
Nombre d'enfants adoptés nés à l'étranger (adoption internationale), 1990-1998

Année	Nombre
1990	528
1991	876
1992	639
1993	718
1994	829
1995	970
1996	947
1997	761
1998	912
1990-1998	7180

Source: Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

L'adoption internationale reste marginale

L'adoption internationale est encore marginale. De 1990 à 1998, 7 180 enfants nés à l'étranger ont été adoptés par des couples québécois, soit une moyenne de 798 par année (tableau 8).

La hausse du nombre d'IVG se poursuit

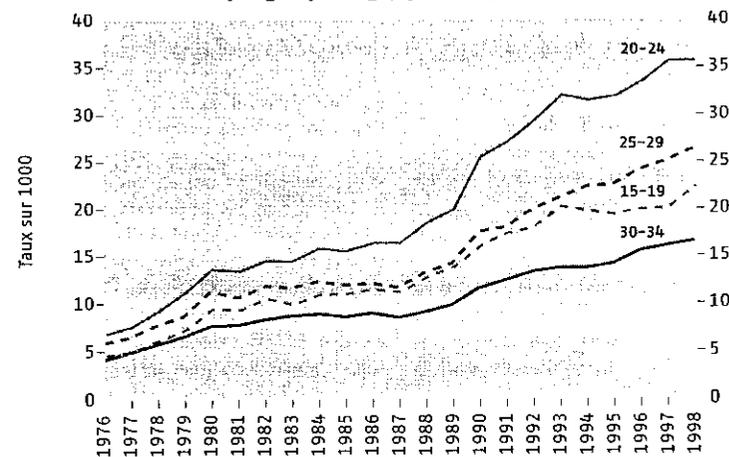
Le nombre d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) est étonnamment élevé et il est en hausse: il s'établit à 28 833 en 1998, dernier chiffre disponible (tableau 9). L'interruption volontaire de grossesse n'est pas seulement répandue chez les adolescentes et les jeunes femmes, mais elle est également fréquente dans le groupe des femmes plus âgées, dans lequel le phénomène est même en croissance (graphique 5). Ce nombre élevé est difficile à expliquer, compte tenu de l'accessibilité des différents moyens de contraception et de l'information donnée en la matière dans les écoles, les institutions de santé et la

Tableau 9
Divers indicateurs d'interruption volontaire de grossesse, Québec, 1976-1999

Année	Interruptions	Rapport par 100 naissances	Âge moyen
1976	7 139	7,3	27,3
1980	14 288	14,7	26,5
1985	15 702	18,3	26,2
1990	22 219	22,7	25,8
1991	23 261	23,9	25,8
1992	24 619	25,6	25,8
1993	26 106	28,3	25,6
1994	26 131	28,9	25,8
1995	26 072	29,9	25,8
1996	27 184	31,9	25,8
1997	27 993	35,0	25,9
1998	28 833	38,1	25,9
1999	28 058	38,1	25,9

Source: Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

Graphique 6
Taux d'interruption volontaire de grossesse par groupe d'âge, Québec, 1980-1998



N.B.: Le taux d'interruption se lit comme suit: en 1996, 19,3 femmes âgées de 15 à 19 ans sur 1000 ont interrompu volontairement leur grossesse.

Source: Institut de la statistique du Québec, BSQ, *La situation démographique au Québec*, Édition 1998 et www.stat.gouv.qc.ca

Tableau 10

Total des décès (en nombre et en ‰) et accroissement naturel (en nombre et en ‰), Québec, 1960-1999

Année	Décès		Accroissement naturel	
	N	‰	N	‰
1960	35 129	6,8	106 095	6,7
1970	40 392	6,7	56 120	7,2
1980	43 515	6,7	53 983	8,3
1985	45 662	6,9	40 346	6,1
1990	48 651	6,9	49 362	7,0
1991	49 243	7,0	48 105	6,8
1992	48 963	6,9	47 091	6,6
1993	51 831	7,2	40 491	5,7
1994	51 389	7,1	39 028	5,4
1995	52 722	7,3	34 536	4,8
1996	52 278	7,2	32 852	4,5
1997	54 281	7,4	25 443	3,5
1998	54 205	7,4	21 552	2,9
1999	54 500	7,4	19 000	2,6

1998 et 1999 : Données provisoires, 12 avril 2000.

Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

famille. L'interruption volontaire de grossesse est devenue en fait un moyen de contraception.

Hausse du nombre de décès

Le nombre de décès a augmenté durant les années 1990. Il était autour de 45 000 par année durant les années 1980, et il approche les 55 000 au tournant de l'an 2000 (tableau 10). Le taux de décès — mesure qui tient compte de la taille de la population — est maintenant de 7,4 ‰, contre 6,9 ‰ en 1990. Cette hausse traduit bien le début du vieillissement de la population au Québec.

Chute importante de l'accroissement naturel de la population

Conséquence de la diminution rapide de la natalité et de l'augmentation du nombre

de décès chaque année, l'accroissement naturel (différence entre les naissances et les décès) de la population québécoise est en forte diminution (voir le tableau 10). Cet accroissement naturel n'est plus que de 19 000 personnes (en 1999) alors qu'il était proche de 50 000 en 1990. On le voit, la diminution est importante. En 1960, l'accroissement naturel de la population était supérieur à 100 000 personnes.

La chute rapide de l'accroissement naturel de la population est récente, car elle date de la deuxième moitié des années 1990. Celui-ci était d'environ 7 ‰ chaque année entre 1960 et 1990. Le taux a par la suite chuté rapidement de 7 ‰ à moins de 3 ‰ en dix ans. Après des années de forte croissance s'annoncent des années de hausse modeste de la population, qui seront suivies d'années de décroissance.

Tableau 11

Immigrants en nombre et en % du Canada et solde migratoire, Québec, 1960-1999

Année	Nombre	En % du Canada	Solde migratoire
1960	23 774	22,8	—
1970	23 261	15,7	-3 752
1980	22 538	15,7	19 796
1990	40 842	19,1	38 155
1995	27 222	12,5	23 248
1996	29 772	13,1	22 247
1997	27 684	12,8	17 274
1998	26 509	15,2	15 542
1999	29 159	15,4	17 764

Source : Données révisées, Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

Diminution du nombre d'immigrants

Le nombre d'immigrants qui se sont établis au Québec a été de 29 191 en 1999, en baisse par rapport au nombre approximatif de 50 000 en 1991 et 1992 (tableau 11). La diminution est importante. Le Québec n'a accueilli que 15,4 % du nombre total d'immigrants qui ont choisi de vivre au Canada en 1999, ce qui contribue fortement à l'affaiblissement de son poids

démographique. Il faut signaler cependant que le nombre d'immigrants admis au Canada a baissé quelque peu ces dernières années. Les niveaux d'immigration internationale retenus pour les prochaines années ne laissent pas entrevoir de changement important à cette situation, même si le gouvernement québécois a annoncé son intention de hausser les quotas admissibles à l'entrée.

Tableau 12

Distribution des immigrants selon la catégorie et l'année, Québec, 1980-1999

Année	Famille	Indépendant	Réfugié	Total	
				%	N
1980	32,9	31,2	35,9	100	22 538
1985	40,9	46,4	12,7	100	14 884
1990	22,5	60,4	17,1	100	40 842
1995	35,7	41,8	22,5	100	27 222
1996	31,0	39,1	29,9	100	29 772
1997	29,5	42,8	27,8	100	27 684
1998	26,0	50,0	23,5	100	26 509
1999	25,8	49,1	25,1	100	29 179

1998 et 1999 : Données provisoires.

Source : Données révisées, Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

La moitié des immigrants sont des personnes indépendantes

Un quart des immigrants sont des réfugiés, un autre quart environ sont des personnes qui viennent dans le cadre du programme de réunification des familles et environ la moitié sont des immigrants indépendants (tableau 12).

L'origine nationale des immigrants qui entrent au Québec est fort diversifiée (tableau 13). La France vient au premier rang des pays qui ont fourni le plus fort contingent d'immigrants au cours des récentes années soit 8,6% de l'ensemble entre 1995 et 1999, suivie de la Chine (6,5%), de l'Algérie (5,8%), de l'ex-Yougoslavie (5,8%) et de l'ex-URSS (5,6%). Viennent ensuite Haïti, l'Inde et le Maroc. On

consultera le tableau 13 pour la liste complète des principaux pays d'origine des nouveaux immigrants récemment entrés au Québec.

Le solde migratoire total est en baisse depuis 1993

Le Québec avait un solde migratoire négatif jusqu'en 1980. Cette tendance avait été renversée par la suite, le solde migratoire étant largement positif jusqu'en 1993 (voir plus haut le tableau 11). Depuis cette date, il est de nouveau en baisse, tout en restant positif.

Le solde migratoire interprovincial se détériore

En fait, c'est le solde migratoire inter-

Tableau 13

Nombre d'immigrants selon le pays de naissance, au total (en nombre et en %) pour la période 1995-1999 et rang du pays d'origine

Pays	Rang	Total 1995-99	
		N	%
France	1	12 135	8,6
Chine	2	9 119	6,5
Algérie	3	8 103	5,8
Ex-Yougoslavie	4	7 877	5,6
Ex-URSS	5	7 859	5,6
Haïti	6	7 438	5,3
Inde	7	5 490	3,9
Maroc	8	4 942	3,5
Roumanie	9	4 882	3,5
Bangladesh	10	3 797	2,7
Sri Lanka	11	3 577	2,5
Liban	12	3 546	2,5
Hong Kong	13	3 445	2,5
Philippines	14	3 351	2,4
Pakistan	15	3 086	2,2
Autres	-	51 719	36,8
Total, tous les pays		140 366	100

Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

Tableau 14
Migrations inter provinciales, entrants et sortants du Québec en % et solde migratoire selon la région, Québec, 1975-1999

	Année						Total *	
	1975	1980	1990	1995	1998	1999	N	%
Entrants au Québec à partir de								
Atlantique	16,4	16,9	14,2	14,6	13,9	13,3	116 793	15,4
Ontario	66,1	61,3	68,6	64,8	64,1	63,0	481 500	63,4
Prairies/T. N.-O.	9,2	14,1	10,9	10,0	8,8	11,1	95 586	12,6
C.-B.	8,3	7,8	6,3	10,6	13,1	12,5	65 614	8,6
Sortants du Québec vers								
Atlantique	19,4	9,5	10,6	9,9	8,5	8,7	140 408	11,5
Ontario	58,8	59,6	66,5	65,6	68,1	72,3	798 989	65,7
Prairies/T. N.-O.	13,1	20,9	11,7	9,5	13,2	9,6	152 619	12,6
C.-B.	8,7	10,0	11,2	15,0	9,8	9,3	124 551	10,2
Solde migratoire interprovincial								
Total	-12 340	-24 283	-9 567	-10 248	-15 940	-15 008	-457 074	

* Le total inclut vingt-huit années, soit de 1972 à 1999
Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

provincial qui se détériore. Celui-ci avait toujours été négatif depuis les années 1960. Ce solde négatif avait même été fort important après l'élection en 1976 du premier gouvernement du Parti québécois, et ce jusqu'en 1983, avant de se redresser par la suite. Le solde négatif est de nouveau en hausse depuis le début des années 1990, le Québec ayant connu une perte nette de 15 008 personnes dans ses échanges de migrants avec les autres provinces canadiennes en 1999 (tableau 14).

Les migrations d'une province à l'autre sont fort importantes au Canada, et il en va de même dans le cas du Québec. En 28 ans, le Québec a perdu 457 074 personnes dans ses échanges de population avec le reste du Canada. Rappelons que d'autres provinces canadiennes ont aussi eu un solde migratoire négatif important au cours de la même période, de même que plusieurs États américains de taille comparable à celle du Québec dans leurs

échanges de population avec d'autres États. Outre l'incertitude qui entoure l'avenir du Québec, bien d'autres facteurs expliquent les mouvements de population d'une région à l'autre, notamment des facteurs économiques.

Une migration vers l'Ontario

Où vont les Québécois qui migrent ailleurs au Canada? En Ontario, d'abord, et de loin. La proportion des migrants québécois qui choisissent de s'y établir est maintenant d'environ trois sur quatre, et cette proportion est en constante augmentation depuis les années 1970. Les Prairies suivent en attirant 9,6% des migrants en 1999, suivies de la Colombie-britannique (9,3%) et de la région de l'Atlantique (8,7%) (tableau 14). Il y a un très net changement dans la destination choisie par les personnes sortant du Québec depuis 1975 : la part de l'Ontario se consolide à un niveau fort élevé et celle

de la Colombie-Britannique, qui avait augmenté durant les dernières années, a régressé à cause des difficultés économiques que rencontre cette province dont l'économie est axée sur l'exploitation des ressources naturelles. La part des provinces de l'Atlantique a régressé de moitié depuis les années 1970, et la tendance se maintient à la baisse.

D'où viennent les Canadiens qui migrent vers le Québec? Cette fois encore, l'échange de population avec l'Ontario domine largement: celle-ci a fourni un peu moins des deux tiers des personnes nouvellement établies au Québec en 1999 en provenance d'une autre province. Les provinces de l'Atlantique suivent avec 13,3% de l'ensemble, la Colombie-Britannique avec 12,5% et les Prairies avec 11,1%.

La provenance des entrants au Québec a été assez stable depuis vingt ans, contrairement à ce qui s'est passé pour les sortants qui ont plutôt tendance à se diriger en large majorité vers trois provinces. Il faut aussi noter une certaine progression de la proportion de personnes

entrant au Québec en provenance de la Colombie-Britannique, qui reste cependant loin derrière l'Ontario. Celle-ci demeure la première province avec laquelle se font les migrations interprovinciales qui impliquent des Québécois.

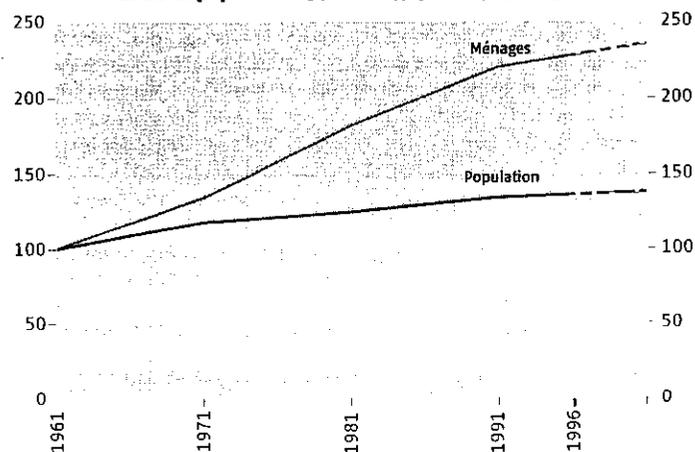
Les jeunes migrent davantage à l'entrée comme à la sortie

La migration interprovinciale touche davantage les jeunes que les autres groupes d'âge. Plus de la moitié des entrants et des sortants ont moins de 30 ans (tableau 15). Il n'y a pas vraiment de différences importantes entre l'âge des entrants et l'âge des sortants, qui migrent sensiblement dans les mêmes proportions. À peu près autant de jeunes entrent au Québec qu'il y en a qui sortent. Le seul groupe d'âge qui se distingue quelque peu est celui des personnes ayant atteint l'âge de la retraite, qui sont plus nombreuses à quitter le Québec qu'à s'y établir en provenance de l'extérieur.

La création de ménages augmente plus vite que la population

Le nombre de ménages a augmenté beaucoup plus rapidement que la population québécoise de 1961 à 1996. La croissance de la population en vingt cinq ans a été de 38% et celle du nombre de ménages de 137% (graphique 7). Le ménage ne doit pas être confondu avec la famille. Un ménage est une unité de vie autonome et il faut faire une adéquation entre ménage et logement. Une personne qui vit seule forme un ménage, tout comme une famille comptant cinq enfants. Si la création de ménages augmente plus vite que la population, cela signifie que les individus vivent dans des unités de plus en plus petites et que celles-ci se multiplient. Quand un couple divorce par exemple et

Graphique 7
Taux de croissance des ménages
et de la population (1961=100), Québec, 1961-1996



Source: Calculs de l'auteur d'après les données du Recensement et les données de l'ISQ.

que les deux ex-conjoints occupent chacun un logement en propre, il s'ensuit que le nombre de ménages a augmenté sans que la population ne change pour autant.

Plusieurs facteurs expliquent cet écart entre population et ménages. La hausse du nombre de divorces et la migration des jeunes vers les villes ont contribué à faire augmenter le nombre de nouveaux ménages. L'aide de dernier recours est aussi un facteur qui a fortement encouragé la croissance du nombre de ménages (voir plus loin). Enfin, l'augmentation de l'es-

pérance de vie amène plus de personnes âgées à vivre seules plus longtemps, fréquemment dans de petits logements. Enfin, le nombre de ménages multifamiliaux est en forte baisse, sinon en disparition, les membres apparentés de différentes familles préférant vivre séparément.

La création de nouveaux ménages a été une source de croissance pour l'économie (plus de logements, achat de biens durables dans les foyers, etc.) mais il est à prévoir que cette croissance des ménages

Tableau 15

Migration inter provinciale selon le groupe d'âge, Québec, 1998-99

Âge	Entrants	Sortants
0 - 19	27,6	26,8
20 - 29	31,2	28,3
30 - 39	20,6	21,2
40 - 49	10,2	10,3
50 - 64	6,4	7,4
65 et +	3,8	5,8
Total	100	100
N	24 226	39 908

Année: du 1^{er} juillet au 30 juin.
Source: Institut de la statistique du Québec,
www.stat.gouv.qc.ca.

Familles et modes de vie

La famille a longtemps été présentée comme la cellule de base de la société et elle reste centrale dans l'imaginaire de la vie collective. Un ministère lui est même consacré (ministère de la Famille et de l'Enfance) et un conseil s'occupe d'aviser l'État des politiques à adopter. Comment se présente le portrait de la famille dans la société québécoise? Nous nous limiterons ici à un examen de statistiques sur ce qu'on peut appeler les unités de vie, examen qui nous en apprend cependant beaucoup sur la place qu'occupe la famille dans la société contemporaine.

Désaffection vis-à-vis du mariage comme institution

Le nombre absolu de mariages est tombé de moitié depuis 1970, alors que la population augmentait par ailleurs (graphique 8). Au total 23 008 mariages ont été célébrés en 1999, contre 51 690 en 1975. L'âge moyen au premier mariage a nettement augmenté en cinq ans, atteignant 27,7 ans pour les femmes et de 29,6 ans pour les hommes en 1997. On peut en

fait parler d'une véritable désaffection envers le mariage, qui apparaît de moins en moins comme une institution normative aux yeux des nouveaux couples.

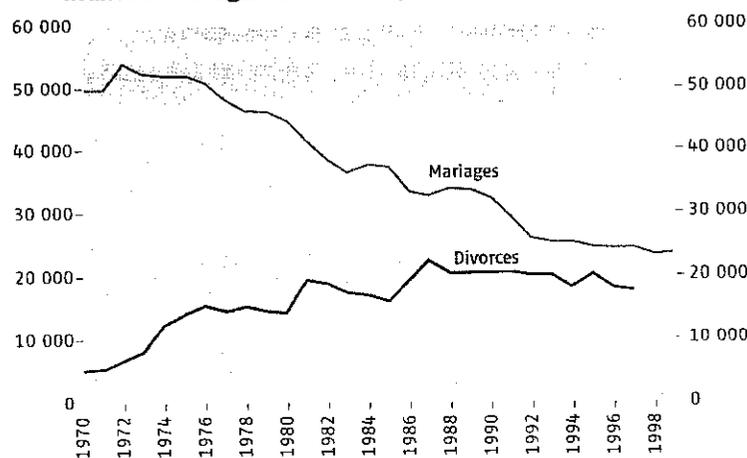
D'après le Recensement de 1996, le quart de tous les couples québécois (24,4 %) vivaient en union libre contre 19 % en 1991 (tableau 16). Cette proportion dépasse un couple sur deux dans les jeunes ménages, soit 76,5 % chez les jeunes couples dans lesquels la femme a moins de 24 ans et 52,9 % chez ceux dans lesquels elle a entre 25 et 29 ans. Après l'âge de 30 ans, la proportion de couples mariés augmente sensiblement. Il y a ici à la fois un effet d'âge et un effet de génération. Lorsqu'ils vieillissent, les couples ont tendance à se marier, surtout lorsqu'ils envisagent d'avoir des enfants. Mais cet effet d'âge s'atténue d'une génération à l'autre car les nouvelles générations se marient moins, même à un âge plus avancé. Il faudra attendre que les jeunes générations vieillissent pour mesurer l'ampleur de la désaffection vis-à-vis du mariage. Fait à signaler, la désaffection vis-à-vis du

Tableau 16
Types d'union des couples selon l'âge de la femme, Québec, 1996

Âge	Mariée	En union libre	Total	
			%	N
15-24	23,5	76,5	100	78 345
25-29	47,1	52,9	100	149 018
30-39	67,0	33,0	100	455 485
40-49	82,0	18,0	100	401 810
50-59	90,0	10,0	100	272 315
60 et +	96,1	3,9	100	283 565
Total	75,6	24,4	100	1 640 535

Source : Calculs de l'auteur d'après les données publiées par l'ISQ.

Graphique 8
Nombre de mariages et de divorces, en milliers, Québec, 1970-1999



Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca (données révisées, juin 1999)

mariage est beaucoup plus prononcée au Québec qu'ailleurs au Canada.

De plus en plus de naissances hors mariage

La proportion de naissances hors mariage a continué de s'accroître, au point de dépasser une naissance sur deux (56,1 % en 1998, voir le tableau 5 plus haut). Cette proportion est encore plus élevée pour les naissances de rang un (64,7 % en 1998). Il faut noter la forte progression de ce phénomène en moins de dix ans et il s'agit ici d'une mutation majeure et radicale, parallèle à la désaffection vis-à-vis du mariage. Une étude de Louis Duchesne révèle d'importantes variations régionales dans la proportion des naissances hors mariage⁵. En Abitibi-Témiscamingue, en Gaspésie et sur la Côte-Nord, plus des deux tiers des naissances sont issues de

parents non mariés et dans la région de Montréal, cette proportion, qui est stable depuis 1990, se situe à 39 % seulement. Les différences sont encore plus considérables entre les municipalités, le phénomène étant moins marqué dans celles où se trouve une forte présence anglophone, notamment à l'ouest de Montréal, là où l'union libre est aussi beaucoup moins répandue.

Hausse tendancielle du divorce

Le nombre total de divorces tourne autour de vingt mille depuis dix ans, mais il a tendance à diminuer quelque peu, sans doute parce qu'il y a moins de couples mariés susceptibles de divorcer. En fait cette relative stabilité en nombre absolu est trompeuse, car l'incidence du divorce augmente très nettement d'une génération à l'autre. Le tableau 17 est très révélateur

Tableau 17
Proportion (%) des mariages rompus par un divorce à certaines durées depuis le mariage selon l'année du mariage (1964-1992), Québec

Année du mariage	Durée depuis le mariage				
	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans	25 ans
1964	1,3	39,8	109,0	163,8	209,9
1965	4,9	55,6	123,8	179,2	227,3
1966	8,4	65,9	131,3	188,1	238,6
1967	11,4	78,1	146,1	203,1	254,5
1968	15,1	86,2	151,7	209,1	259,8
1969	19,3	93,2	163,6	223,7	274,1
1970	23,9	98,6	171,9	235,0	285,0
1971	31,2	108,6	182,6	246,6	296,9
1972	33,9	120,4	197,3	262,7	311,9
1973	39,0	128,2	206,5	271,1	319,8
1974	43,2	135,8	211,6	274,8	323,4
1975	46,9	144,2	226,7	291,3	339,9
1976	54,0	151,5	236,4	297,7	345,5
1977	57,5	156,4	238,5	297,6	345,7
1978	62,5	164,8	248,1	307,7	
1979	65,3	172,7	256,6	316,3	
1980	60,5	172,7	256,2	315,2	
1981	60,5	177,7	257,4	315,8	
1982	69,5	182,2	267,3	326,2	
1983	78,0	192,4			
1984	87,1	201,4			
1985	94,3	208,2			
1986	105,5	214,3			
1987	108,6	224,6			
1988	108,2				
1989	117,8				
1990	125,2				
1991	127,4				
1992	128,5				

Note : Le tableau se lit ainsi : Si l'on suit 1000 mariages célébrés en 1971, 31 sont rompus par un divorce après 5 ans, 109 après 10 ans, 247 après 20 ans et 297 après 25 ans de mariage, noces d'argent qui auraient dues être célébrés en 1996. Les divorces d'avant 1969 ne sont pas inclus. Les zones en caractères gras indiquent que les nombres ont été estimés avec les derniers taux disponibles. Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

Tableau 18
Proportion (%) des nouveaux divorcés à certaines durées depuis le mariage selon l'année du mariage (1964-1992), Québec

Année du mariage	Durée depuis le mariage				
	0-5 ans	6-10 ans	11-15 ans	16-20 ans	21-25 ans
1964	1,3	38,5	69,2	54,8	46,1
1965	4,9	50,7	68,2	55,4	48,1
1966	8,4	57,5	65,4	56,8	50,5
1967	11,4	66,7	68,0	57,0	51,4
1968	15,1	71,1	65,5	57,4	50,7
1969	19,3	73,9	70,4	60,1	50,4
1970	23,9	74,7	73,3	63,1	50,0
1971	31,2	77,4	74,0	64,0	50,3
1972	33,9	86,5	76,9	65,4	49,2
1973	39,0	89,2	78,3	64,6	48,7
1974	43,2	92,6	75,8	63,2	48,6
1975	46,9	97,3	82,5	64,6	48,6
1976	54,0	97,5	84,9	61,3	47,8
1977	57,5	98,9	82,1	59,1	48,1
1978	62,5	102,3	83,3	59,6	
1979	65,3	107,4	83,9	59,7	
1980	60,5	112,2	83,5	59,0	
1981	60,5	117,2	79,7	58,4	
1982	69,5	112,7	85,1	58,9	
1983	78,0	114,4			
1984	87,1	114,3			
1985	94,3	113,9			
1986	105,5	108,8			
1987	108,6	116,0			
1988	108,2				
1989	117,8				
1990	125,2				
1991	127,4				
1992	128,5				

Note : Le tableau se lit ainsi : Si l'on suit 1000 mariages célébrés en 1971, 31,2 ont été rompus par un divorce après 5 ans, 77,4 ont été rompus entre la 6^e et la 10^e année de mariage, 74,0 l'ont été entre la 11^e et la 15^e année du mariage, 65 entre la 16^e et la 20^e année et 50,3 entre le 21^e et la 25^e année. Dans toutes les colonnes, il s'agit de nouveaux divorcés. Les divorces d'avant 1969 ne sont pas inclus. Les zones en caractères gras indiquent que les nombres ont été estimés avec les derniers taux disponibles. Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

de cette tendance : quelle que soit la durée du mariage, le taux de rupture d'union augmente de façon régulière d'une cohorte annuelle de mariés à l'autre. Considérons un exemple. Quelle est la proportion de couples mariés en 1974 qui n'ont pas fêté leurs noces d'argent en 1998? Elle est de 32,3 %, soit plus précisément 323,4 sur mille. Cette proportion était plus faible pour la cohorte des couples mariés en 1964, soit 21 % après 25 ans de mariage. Les diverses colonnes du tableau 17 montrent clairement qu'à mesure qu'on se rapproche des années récentes, les chances de divorcer augmentent. Ainsi, cette tendance est particulièrement évidente pour les jeunes couples qui divorcent plus fréquemment après cinq ans de mariage, par exemple, soit 13 % des couples mariés en 1992. Comme on le voit dans la première colonne du tableau 17, cette proportion ne cesse d'augmenter depuis le milieu des années soixante.

Les effets de génération apparaissent mieux lorsqu'on examine les proportions de nouveaux divorcés après une certaine durée du mariage (tableau 18). On voit

nettement une hausse tendancielle du taux de divorce dans les quinze premières années du mariage. Au delà de cette période, les proportions de nouveaux divorcés sont assez stables d'une année à l'autre et il n'y a pas de hausse tendancielle observable dans les cohortes de mariés depuis l'année 1964. Par exemple, après 21 ans de mariage, on observe une proportion de nouveaux divorcés de 46,1 dans la cohorte des personnes mariées en 1964 et de 48,1 dans celle des mariés en 1977. Il faudra évidemment attendre encore un certain temps avant de savoir si les personnes mariées dans les années 1980 et 1990 fêteront leurs noces d'argent dans les années 2005-2015 dans les mêmes proportions. Il est cependant permis de penser que l'effet de génération va se poursuivre et que les nouvelles cohortes vont connaître des taux de divorces plus élevés que les précédentes à durée de mariage égale. Cet effet de génération contribuera sans doute à accroître les taux de divorces dans les années à venir.

Plus de la moitié des divorces survenus en 1997 ont eu lieu après moins de quinze

Tableau 19
Distribution des divorces selon
l'année de mariage, Québec, 1985-1997

Années	1985	1990	1995	1997
0-4	14,7	18,1	18,7	12,3
5-9	26,5	22,2	21,1	23,3
10-14	22,2	19,6	16,2	16,7
15-19	15,1	16,1	15,4	14,9
20-24	9,3	11,3	13,3	14,2
25 et +	12,2	12,3	14,7	17,3
non déclaré	0,0	0,4	0,7	0,3
Total %	15 814	20 398	20 133	17 478
N	100	100	100	100

Source: Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca (calculs de l'auteur).

ans de mariage, alors que cette proportion était plus élevée dix ans auparavant (tableau 19). Au cours des années qui ont suivi l'adoption de la Loi qui a légalisé le divorce en 1969, il semble que les ménages formés de conjoints plus âgés ou mariés depuis plusieurs années aient eu moins tendance à rompre leur union que les jeunes ménages. Au fil des années, le divorce est devenu plus fréquent dans tous les groupes d'âge. Ce résultat est congruent avec l'observation précédente d'une hausse tendancielle du taux de rupture des unions conjugales.

Diversité grandissante des modes de vie familiaux et non familiaux

Les modes de vie familiaux et non familiaux sont de plus en plus diversifiés, tant sur le plan synchronique — coupe transversale — que diachronique, c'est-à-dire au cours du cycle de vie des individus. Les normes qui régissaient la vie en commun jusqu'à récemment dans l'histoire québécoise sont beaucoup moins marquantes et cette absence de norme commune se reflète dans les types de modes de vie. Rendre compte de cette diversité exige de considérer sous plusieurs angles les statistiques disponibles et de prendre un peu distance avec les catégories des sta-

tisticiens qui ne reflètent pas toujours adéquatement les mutations en cours⁶.

Deux tableaux bâtis à partir des données du dernier recensement donneront une vue d'ensemble des ménages et des individus qui y vivent. Nous avons distingué dans le premier cinq types de ménages (tableau 20). Les couples avec enfant présent au foyer représentent le tiers d'entre eux au Québec. Cette donnée à elle seule révèle bien l'ampleur des changements survenus en quelques décennies seulement. L'unité de vie typique dans la société n'est plus le couple entouré d'enfants.

Les couples sans enfant présent représentent une catégorie de ménages en forte croissance et ils comptent pour 22,4 % du total. Nous reviendrons sur ce type de ménage plus loin. Si l'on additionne les couples avec et sans enfant présent, on note un autre changement majeur : les couples ne forment plus que la moitié des ménages environ. La vie de couple tout comme la vie familiale en présence d'enfant ne sont donc plus des modes de vie aussi dominants. On ne peut plus parler de norme contraignant les modes de vie, qui paraissent au contraire plus éclatés.

Trois types de ménages quasi inexistantes il y a encore cinquante ans se

Tableau 20
Typologie des ménages, Québec, 1996

Type	N	%
Couples avec enfant	977 085	33,0
Couples sans enfant présent	663 445	22,4
Familles monoparentales	309 440	10,5
Ménages non familiaux	240 000	8,1
Personnes seules	769 830	26,0
Total	2 959 800	100

Source : Calculs de l'auteur d'après les données de l'ISQ.

partagent maintenant la moitié des unités ou des ménages. Les familles monoparentales regroupent un ménage sur dix, les ménages non familiaux un peu moins et les personnes seules composent plus du quart des ménages du Québec.

Le second tableau donne une vue d'ensemble du milieu de vie des individus, une vue d'ensemble des ménages dans lesquels ils vivent en distinguant les adultes et les enfants. Si les ménages formés de personnes seules représentent le quart de tous les ménages, on n'y trouve cependant que 10,8% de tous les individus, ou encore 15,8% des adultes (tableau 21). Plus de la moitié des Québécois (52,5%) vivent dans des familles biparentales et c'est le cas de 80% de tous les enfants, mais de seulement 46,4% des adultes. Les ménages bifamiliaux représentent le tiers de tous les ménages, certes, mais ils regroupent encore plus de la moitié de la population totale. Une personne sur 10 vit dans une famille monoparentale, soit 6,4% des adultes et 20% des enfants. Enfin, le quart des adultes (27%) vit dans

un couple seul et 11% dans des ménages non familiaux.

Nous pouvons tirer trois conclusions de cet examen des unités de vie.

Tout d'abord, seulement 46,4% des adultes vivent en présence quotidienne d'enfants dans leur ménage. L'enfant occupe un espace plus limité qu'auparavant dans la vie des adultes parce qu'ils en ont moins et parce qu'ils y vivent plus longtemps. Les adultes de la première moitié du siècle passaient la majeure partie de leur vie à s'occuper d'enfants, après avoir eux-mêmes été élevés dans des familles nombreuses. Le rapport à l'enfant, on le voit, est sans doute l'un des changements majeurs qui caractérisent les modes de vie contemporains.

Ce qui frappe ensuite dans ces données, c'est le fait que les individus vivent finalement dans des unités de très petite taille, très souvent seuls ou encore en couples. Les couples qui ont des enfants en ont peu — nous le verrons plus loin — et leurs ménages sont donc aussi de taille réduite. À cela s'ajoute la mobilité des modes de vie au cours du cycle de vie:

Tableau 21
Types de ménages dans lesquels
vivent les individus, adultes et enfants, Québec, 1996

Types de ménages	Adultes	Enfants	Total
Familles biparentales	40,0	79,8	52,5
couples mariés	31,4	64,5	41,8
couples en union libre	8,6	15,3	10,7
Familles monoparentales	6,3	20,2	10,7
Couples sans enfant présent	27,2	-	18,6
Ménages non familiaux	10,8	-	7,4
Personnes seules	15,7	-	10,8
Total %	100	100	100
N	4 889 385	2 249 410	7 138 795

Source : Recensement de 1996, calculs de l'auteur.

la probabilité de vivre une certaine période de temps plus ou moins prolongée dans une unité de taille réduite est très élevée.

Signalons enfin qu'il existe maintenant une distance plus grande entre le mode de vie des individus et le mode d'occupation de l'espace habité, ce dernier apparaissant davantage fractionné. C'est là une conclusion fort importante qu'il faut tirer de cet examen des statistiques. Famille et ménage ne se recourent plus aussi étroitement, ce qui a des implications pour les politiques municipales ou les politiques publiques de l'État (système de garde, politiques de santé, etc.).

Le couple sans enfant présent à la maison : un nouveau mode de vie

Les types de ménages changent dans le temps. Avant les années 1930, les individus vivaient presque en totalité en familles. Les ménages multifamiliaux représentaient une proportion non négligeable et très peu de personnes vivaient seules. Les célibataires vivaient avec d'autres personnes ou encore en communauté. La famille nucléaire s'est imposée avec l'avè-

nement de la société de consommation et l'urbanisation accélérée. Puis on a assisté à la croissance du nombre de ménages formés de personnes vivant seules dans les années 1960 et 1970.

Avec les années 1990 s'impose un nouveau type de ménages qui gagne en importance et croît plus vite que tous les autres : le couple sans enfant présent à la maison. L'allongement de l'espérance de vie et la baisse de la natalité sont les deux facteurs qui ont causé la forte croissance de ce type de ménages. À côté des personnes vivant seules et des familles avec enfants présents à la maison s'impose donc une nouvelle catégorie modale de ménages qui ont des comportements de consommation et des habitudes de vie différentes des autres dont on commence à découvrir l'importance et les caractéristiques propres.

Il y avait 1 640 535 couples au Québec en 1996. Au total, 40% d'entre eux n'avaient pas d'enfant présent à la maison (tableau 22). On retrouve dans ces couples plus d'un adulte sur quatre au Québec (précisément 27%) et ils comptent pour plus d'un ménage sur cinq. Le mode de vie

Tableau 22
Typologie des couples selon
l'état civil et la présence d'enfants, Québec, 1986 et 1996

	1986	1996
Couples avec enfant	64,1	59,6
Mariés	59,5	46,8
Union libre	4,6	12,8
Couples sans enfant présent	35,9	40,4
Mariés	27,9	28,8
Union libre	8,0	11,6
Total %	100	100
N	1 498 690	1 640 535

Source : Recensement du Canada, compilation effectuée par l'ISQ, calculs de l'auteur.

en couple sans enfant présent est donc devenu en quelques années un mode de vie important sur le plan statistique, au moins aussi important que le mode de vie en solitaire qui a davantage retenu l'attention. La proportion des couples sans enfant présent est en hausse et il est à prévoir que le phénomène deviendra plus important dans les années à venir. À noter enfin que ces couples ont aussi de plus en plus tendance à vivre en union libre.

Les types de familles changent

La famille n'est plus la catégorie dominante parmi les ménages, puisque plus de la moitié d'entre eux (56,5 %) ne sont pas des ménages familiaux au sens strict. La famille est par ailleurs encore le milieu de vie important, mais moins de la moitié des adultes s'y retrouve, les autres vivant dans des unités non familiales au sens strict.

Avant d'examiner plus avant les statistiques, une question préalable s'impose : comment définir la famille ? Répondre à cette question est devenu complexe, on le sait. Nous n'entrerons pas dans le débat qui entoure cette question, qu'il faut cependant évoquer car la définition statistique diffère des définitions sociologiques courantes. Ainsi, les données officielles incluent-elles les couples sans enfant présent, qui sont considérés comme des familles économiques⁴. Nous proposons plutôt de caractériser la famille comme une unité dans laquelle se trouve au moins un enfant présent. Bien entendu, un couple dont les enfants n'habitent plus au foyer forme encore une famille, mais nous préférons du point de vue sociologique parler d'un couple sans enfant présent pour en caractériser les modes de vie.

Les modes de vie changent avec le départ des enfants et il paraît en consé-

quence nécessaire de distinguer les familles et les couples sans enfant présent. Dans ce cas, la famille devient un réseau et non plus une unité de vie au sens strict. En fait, il s'agit là d'une mutation majeure qui n'a pas assez retenu l'attention. La famille au sens sociologique a maintenant deux formes bien distinctes : la famille institution — celle dans laquelle l'enfant est en interaction quotidienne avec ses parents ou au moins l'un d'eux — et la famille réseau, celle qui est formée de liens maintenus entre membres consanguins appartenant à des unités de vie différentes. La famille réseau recoupe ce qu'on appelait autrefois la famille étendue.

Quatre changements majeurs ont marqué la famille contemporaine :

- l'avènement de la famille à parent unique ou à parents vivant séparément (familles monoparentales) ;
- la mutation du type d'union conjugale entre les parents ;
- la chute du nombre d'enfants qui affecte la fratrie ;
- la recomposition des familles après une rupture d'union.

Considérons d'abord la montée de la monoparentalité (tableau 23). Au total, 24 % des familles avec enfant présent sont monoparentales, ce qui représente une hausse d'environ 20 % depuis dix ans. Ce type de familles continue de croître à un bon rythme. Les études montrent que les relations entre conjoints séparés ont changé au fil des années. La garde partagée est plus fréquente et il semble que les difficultés et divergences entre parents — forcément présentes dans les cas de divorces et de rupture — sont gérées de manière moins conflictuelle qu'il y a quinze ou vingt ans. Les pères assument aussi plus fréquemment la garde des enfants, mais les femmes sont encore plus

Tableau 23
Typologie des couples selon l'état civil
et la présence d'enfants, Québec, 1986 et 1996

Familles	1986	1996
Familles biparentales	79,2	76,0
Mariés	73,5	59,7
Union libre	5,7	16,3
Familles monoparentales	20,8	24,0
Père seul	3,6	4,4
Mère seule	17,2	19,6
Total %	100	100
N	1 214 065	1 286 525

Source : Recensement de 1996, calcul de l'auteur.

nombreuses à le faire.

Second changement majeur en cours : la mutation de l'union entre parents. Si les familles monoparentales comptent pour le quart des familles avec enfant présent, on y retrouve seulement le cinquième de tous les enfants, simplement parce qu'elles en ont moins que les familles qui comptent deux parents présents au foyer. La majorité des enfants (60 %) sont donc élevés par des couples mariés et 16,3 % par des couples vivant en union libre. Avec la montée de la monoparentalité, le change-

ment le plus marqué depuis dix ans est sans doute l'augmentation de la proportion des familles biparentales dont les parents vivent en union libre. Mais cette statistique en coupe transversale ne donne pas une bonne idée de l'ampleur du phénomène. Cette tendance à vivre en union libre va s'accroître dans l'avenir, car les jeunes couples se forment davantage en dehors des liens du mariage. On a vu plus haut que la majorité des naissances surviennent maintenant dans les unions libres et à mesure que les unités familiales

Tableau 24
Distribution des enfants selon
la taille de la famille, Québec, 1986 et 1996

Taille	1986	1996
1	22,8	25,7
2	43,3	45,1
3	23,3	21,3
4	7,5	5,8
5 et +	3,1	2,1
Total %	100	100
N	2 222 085	2 249 410

Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

Tableau 25

Types de familles dans lesquelles sont élevés les enfants, Québec, 1996

Nombre d'enfants	Parents mariés	Parents en union libre	Famille monoparentale	Total	
				%	N
1	47,7	18,4	33,9	100	578 380
2	67,4	15,2	17,4	100	1 014 630
3	74,3	12,8	12,9	100	478 800
4	75,8	12,0	12,2	100	130 620
5 et +	78,7	9,9	11,3	100	46 980
Total	64,5	15,3	20,2	100	2 249 410

Source: www.statcan.ca

formées de personnes plus âgées vont se transformer, la proportion des familles dont les parents vivent en union libre augmentera.

Troisièmement, la taille moyenne des familles avec enfants présents continue de décroître avec la dénatalité (tableau 24). Un enfant sur quatre est maintenant élevé dans une famille à enfant unique et ce modèle de famille à enfant unique est en hausse. L'historien E. Shorter qualifie ce type de familles de triade, pour bien montrer que la position de l'enfant y est différente, celui-ci étant minoritaire devant deux adultes, sans interaction avec un frère ou une sœur, le plus souvent avec un nombre limité de cousins. La famille à deux enfants est en quelque sorte devenue la norme, comptant pour 45,1% de l'ensemble. Un peu moins de trente pour cent

(29,2%) des enfants ont au moins deux frères ou sœurs. Ces chiffres portent sur les enfants présents, et ils ne prennent pas en compte le départ éventuel d'un enfant qui a quitté le foyer. Ils sous-estiment quelque peu la taille réelle du nombre d'enfants que les couples ont eus, mais ils en donnent plutôt une vue d'ensemble des caractéristiques des familles sur le plan transversal, au moment du recensement.

Les parents mariés ont plus d'enfants que les autres familles bi-parentales et que les familles monoparentales (tableau 25).

Enfin, il existe peu de données statistiques d'ensemble sur les familles recomposées. D'après l'Enquête sociale générale de Statistique Canada menée en 1995, celles-ci compteraient pour 8,6% de l'ensemble des familles, soit 2,6% avec enfant commun et 6% sans enfant commun⁷.

Aspects démographiques

L'arrivée massive de nouveaux immigrants au Canada (et dans une moindre mesure au Québec) nous amène à analyser les aspects démographiques selon de nouvelles approches. L'indicateur langue maternelle est appelé à perdre de son importance au profit des indicateurs langue parlée à la maison et connaissance de l'anglais et du français susceptible de permettre la participation à la vie civique commune dans les sociétés d'accueil. Il faut en effet accorder plus d'attention aux choix linguistiques que font les immigrants. À quelle communauté linguistique les nouveaux arrivants vont-ils s'intégrer? Cette question est particulièrement importante pour le Québec, mais aussi pour les minorités de langue française dans le reste

du Canada. En d'autres termes, un tout nouveau contexte linguistique se dessine qui nécessite l'examen de plusieurs indicateurs démographiques différents. Nous en avons retenu trois: la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la connaissance de l'anglais et du français.

La proportion de personnes de langue maternelle anglaise régresse

Considérons d'abord la langue maternelle. La proportion de personnes de langue maternelle française est stable au Québec depuis le début du siècle à environ 82% de l'ensemble (tableau 26). Par ailleurs, la proportion de Québécois de langue maternelle anglaise a connu une

Tableau 26

Langue maternelle des citoyens selon la région au Canada, 1951, 1991 et 1996

Région		Langue maternelle*			Total	
		Anglais	Français	Autre	%	N
Nouveau-Brunswick	1951	63,1	35,9	1,0	100	515 697
	1991	65,1	33,6	1,3	100	723 895
	1996	65,5	33,1	1,4	100	729 625
Québec	1951	13,8	82,5	3,7	100	4 597 542
	1991	9,8	82,1	8,1	100	6 895 960
	1996	8,5	82,2	9,3	100	7 045 080
Ontario	1951	81,7	7,4	10,9	100	4 597 542
	1991	76,4	5,0	18,6	100	10 084 880
	1996	73,8	4,6	21,6	100	10 642 790
Canada sans Québec	1951	77,6	7,3	15,1	100	9 953 748
	1991	79,0	4,8	16,2	100	20 400 895
	1996	77,2	4,5	18,3	100	21 483 130
Canada	1951	59,1	29,0	11,9	100	14 009 429
	1991	61,5	24,3	14,2	100	27 296 855
	1996	60,2	23,7	16,1	100	28 528 125

* Les réponses multiples (français/anglais) ont été réparties au prorata de leur poids en 1991 et 1996. Le français ou l'anglais et une autre langue ont été classés avec la langue officielle.
Source: Statistique Canada *Annuaire du Canada*, 1993 et www.statcan.ca.

chute importante depuis 1951, chute qui s'est accélérée dans les années 1970 et 1980 à cause du départ d'une proportion importante de la communauté anglo-québécoise. La part des personnes n'ayant déclaré ni le français ni l'anglais comme langue maternelle augmente par ailleurs.

Soulignons au passage que l'on observe le même phénomène en Ontario, où la proportion de personnes de langue maternelle anglaise est aussi en régression, mais pour des raisons différentes : l'immigration internationale massive dans cette province affecte le poids relatif des anglophones établis depuis longtemps.

À la maison : domination du français, attirance de l'anglais

Le français comme langue d'usage à la maison est un indicateur plus significatif en terme de comportements. La majorité des Québécois (84 %) parle le français à la maison (tableau 27). L'anglais a attiré jusqu'à présent plus de nouveaux locuteurs que le français chez les immigrants, puisqu'au total la proportion de personnes qui parlent l'anglais seulement à la maison (10,1 %) est plus élevée que la pro-

portion de personnes de langue maternelle anglaise. Les transferts linguistiques ont donc permis à la communauté anglo-québécoise d'augmenter ses effectifs, contrant ainsi l'impact négatif de la migration en dehors du Québec d'une partie de ses membres.

Nous avons estimé, dans le tableau 28, l'ampleur des transferts linguistiques en comparant la langue maternelle et la langue parlée à la maison, ce qui permet de construire un indice de continuité linguistique. Au total, on peut estimer d'après cet indicateur que la communauté anglophone a augmenté ses effectifs au Québec de 24 % grâce à l'intégration de personnes ayant adopté l'anglais comme langue d'usage à la maison, soit un apport de 158 330 personnes. Par ailleurs, 108 215 personnes ont adopté le français comme langue parlée à la maison. Au total, 40 % des transferts linguistiques ont été faits vers le français. Il y a cependant lieu de noter qu'il y a ici un important effet de génération — bien dégagé dans les travaux de Charles Castonguay⁸, les immigrants les plus âgés ayant opté plus fréquemment pour l'anglais. La situation est en train de changer chez les plus jeunes à

Tableau 27
Langue parlée à la maison selon la province de résidence, 1996

Langue parlée à la maison	Québec	N.-B.	Ontario	Autres	Canada (total)
Français	81,9	30,1	2,7	0,8	22,3
Anglais	10,1	68,4	82,4	89,5	66,7
Autres langues	5,8	0,5	12,4	8,1	9,0
Français et anglais	0,9	0,8	0,3	0,1	0,4
Français et autres	0,7	-	-	-	0,2
Anglais et autres	0,4	0,2	2,1	1,5	1,4
Anglais français et autres	0,2	-	-	-	-
Total	100	100	100	100	100
Français (au total)	83,7	30,9	3,0	0,9	22,9

Source : Recensement du Canada, 1996, Données-échantillons (20 %) www.statcan.ca.

Tableau 28
Langue maternelle et langue parlée à la maison (français et anglais) et indice de continuité linguistique, selon la province, 1996

		Langue maternelle	Langue parlée à la maison	Transferts linguistiques	Indice de continuité linguistique
		(1)	(2)	(2-1)	
Québec	F	5 784 635	5 892 850	108 215	1,02
	A	659 210	817 540	158 330	1,24
Ontario	F	520 860	327 245	-193 615	0,63
	A	7 861 600	9 029 250	1 167 650	1,15
Nouveau-Brunswick	F	245 095	225 545	-19 550	0,92
	A	479 540	506 145	26 605	1,05
Canada sans Québec	F	1 005 030	649 675	-355 355	0,65
	A	16 598 115	18 745 590	2 147 475	1,13
Canada total	F	6 789 665	6 542 525	-247 140	0,96
	A	17 257 325	19 563 130	2 305 805	1,13

* Chaque case de ce tableau comprend aussi les réponses multiples. Par exemple langue maternelle française au Québec : (F) 5 700 150 + (F A) 50 585 + (F autres) 28 140 + (F A autres) 5 760 soit au total 5 784 635.

Source : Recensement du Canada, 1996, Données-échantillons (20 %), www.statcan.ca.

cause des lois linguistiques qui les amènent à apprendre le français.

Il faut souligner au passage les pertes importantes d'effectifs que connaissent les communautés francophones en dehors du Québec qui, à cause des transferts linguistiques, sont en train de perdre le tiers de leur population d'après les don-

nées du dernier Recensement. En 1996, il y avait un million de personnes de langue maternelle française en dehors du Québec. Or, seulement 650 000 d'entre eux affirment parler français à la maison, ce qui est un indicateur de l'assimilation en cours [voir article p. 186].

Tableau 29
Distribution de la connaissance des langues officielles dans les différentes régions du Canada, 1996

Langues	Québec	Ontario	Canada sans Québec	Canada
Anglais	5,1	85,7	87,4	67,1
Français	56,1	0,4	0,6	14,3
Anglais et français	37,8	11,6	10,1	17,0
Ni anglais ni français	1,0	2,3	1,9	1,6
Total	100	100	100	100
Français (au total)	93,9	12,0	10,7	31,3
Anglais (au total)	42,9	97,3	97,5	84,1

Source : Recensement du Canada, 1996, Données-échantillons (20 %), www.statcan.ca.

Le français, langue commune

Langue connue par 94 % de la population, le français est devenu la langue commune des Québécois (tableau 29). Une majorité d'entre eux ne connaissent que le français (56,1 %) et 37,8 % se déclarent bilingues dans le Recensement de 1996. Le taux de bilinguisme est plus élevé au Québec que dans le reste du Canada où il tourne autour de 10-12 %.

Le français et l'immigration

Une faible proportion de nouveaux immigrants venant de l'étranger ont le français comme langue maternelle (13,2 % en 1999), mais cette proportion est en hausse depuis 1990 (tableau 30). La connaissance du français est cependant plus répandue chez les nouveaux immigrants (42,9 % en 1999) et 34,2 % d'entre eux connaissent l'anglais.

Polarisation linguistique accrue

Il ressort des données présentées plus haut que le Canada est un pays polarisé sur le plan linguistique à l'aube de l'an 2000. La proportion de francophones hors Québec régresse dans l'ensemble du pays (à signaler au passage que la communauté acadienne maintient cependant son poids démographique relatif au Nouveau-Brunswick, où elle a aussi acquis plus de pouvoir politique et économique) et les francophones du Canada se concentrent de plus en plus au Québec d'après l'indicateur langue maternelle (tableau 31). La concentration est encore plus forte d'après l'indicateur langue parlée à la maison, à cause de l'importance des transferts linguistiques en milieux francophones canadiens.

Deux raisons expliquent cette polarisation. Même si les communautés francophones en dehors du Québec sont dyna-

Tableau 30
Langue maternelle des immigrants et connaissance des langues, Québec, 1980-1999

Année	Langue maternelle			Langues parlées			
	Français	Anglais	Autres	Français seulement	Français et anglais	Anglais seulement	Autres
1980	12,0	10,9	77,1	20,7	8,2	18,0	53,1
1985	9,9	9,8	80,3	24,5	13,5	25,2	36,9
1990	5,8	3,7	90,5	19,5	17,4	21,2	41,8
1991	6,8	3,7	89,5	20,9	16,6	23,2	39,2
1992	8,8	4,0	89,2	21,2	14,9	24,5	39,5
1993	9,7	5,6	84,7	18,9	13,0	23,3	44,8
1994	10,8	4,9	84,4	20,6	11,1	21,8	46,5
1995	14,2	4,4	81,5	25,4	11,8	21,7	41,1
1996	10,8	3,8	85,4	27,5	11,4	22,8	38,3
1997	10,5	3,1	86,5	25,0	10,7	21,2	43,1
1998	14,0	3,0	83,1	26,9	13,3	17,5	42,3
1999	13,2	2,8	84,0	27,7	15,2	19,0	38,1

Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

Tableau 31
Distribution des francophones (définis d'après la langue maternelle) selon la province et l'année (1951 et 1996)

	1951	1991	6*
Québec	82,2	85,3	85,2
Ontario	8,4	7,6	7,7
Nouveau-Brunswick	4,6	3,7	3,6
Autres	4,8	3,4	3,5
Total	100	100	100
(000)	4 069	6 643	6 551

* Comprend les personnes qui ont identifié le français comme langue maternelle en même temps qu'une autre langue.
Source : Statistique Canada, *Annuaire du Canada*, 1993, p. 128 ; données échantillons du Recensement du Canada 1996 (20 %), www.statcan.ca. Calculs de l'auteur.

miques, elles connaissent un taux élevé de transferts linguistiques vers l'anglais, particulièrement en Ontario et dans l'Ouest du Canada. Mais surtout, l'importance de l'immigration au Canada est telle qu'elle contribue fortement à la croissance du nombre d'anglophones — puisque la grande majorité des 225 000 nouveaux arrivants qui s'installent dans le reste du Canada chaque année adopte l'anglais — affectant ainsi le poids relatif des francophones en dehors du Québec.

Si le reste du Canada devient de plus en plus anglophone d'après l'indicateur de la langue parlée à la maison, le Québec de son côté affirme son caractère francophone, notamment avec la politique de francisation des immigrants qui s'y installent, bien qu'une partie d'entre eux opte finalement pour l'anglais dans leur vie privée.

Deux lectures de la place du français au Canada

La publication des données du recensement de 1996 sur les langues officielles a donné lieu à plusieurs débats publics.

Deux lectures de la situation s'opposent. La première, véhiculée par Patrimoine Canada et le Commissariat aux langues officielles, insiste sur la progression du nombre absolu des francophones en dehors du Québec et sur les progrès du français comme langue seconde au Canada anglais et de l'anglais langue seconde au Québec, présentées comme deux tendances marquantes de l'évolution de la connaissance des langues officielles. Les travaux du ministère du Patrimoine canadien minimisent l'importance de l'assimilation des francophones hors Québec. L'auteur de l'une de ces études écrit, en commentant l'analyse des transferts linguistiques (proportion de personnes de langues maternelle française qui parlent le plus souvent anglais à la maison) : «Finalement, il est bon de rappeler que la grande majorité de ces soi-disant francophones assimilés peuvent encore parler le français». Soit, mais si le français cède ainsi la place à l'anglais dans le foyer, n'est-ce pas le prélude à l'assimilation ou à l'anglicisation de la génération suivante ? L'auteur ajoute : «Toutefois, le débat sur la

vitalité des communautés ne peut ni ne devrait se réduire à une simple question de chiffres. L'esprit, la détermination et le sentiment d'identité d'une communauté, voilà ce qui fait son dynamisme et pas uniquement le nombre de ses membres» (p. 58). Fort bien, mais il faut rappeler que l'assimilation et les transferts linguistiques sont moins élevés dans les régions où la concentration des francophones est la plus forte. Le nombre est donc important...

La seconde perspective insiste sur la régression du poids relatif des francophones au Canada. Trois facteurs l'expliquent: l'assimilation et la baisse de la natalité des francophones d'un côté, mais surtout l'importance de l'immigration

venant de l'étranger, qui a comme effet de faire baisser la proportion relative des francophones, puisque la très forte majorité des nouveaux arrivants s'intègrent à la majorité de langue anglaise. Le Canada est en ce moment le pays occidental développé le plus ouvert à l'immigration internationale. L'une des conséquences de cette forte immigration, non voulue explicitement mais bien réelle, est de marginaliser les communautés francophones hors Québec, dont le poids relatif diminue. Dans ce contexte, l'attrait de l'anglais devient presque irrésistible, principalement dans les milieux où les francophones sont les plus minoritaires, d'où une assimilation plus forte comme on le voit dans les Prairies.

Autochtones et minorités visibles

Le nombre d'Amérindiens et d'Inuit augmente

Au dernier recensement, le Québec comptait autour de 72 000 personnes déclarant une identité autochtone ou métis, soit environ 1% de sa population totale. Les spécialistes estiment qu'il y en aurait au moins 50 000 vivant hors réserve et qui n'ont pas déclaré une identité autochtone lors du dernier recensement. Les autochtones sont moins nombreux au Québec qu'ailleurs au Canada, où ils comptent pour 3,4% de la population dans le reste du Canada (leur poids total dans tout le Canada y compris le Québec étant de 2,8%). Les Amérindiens sont surtout concentrés dans l'Ouest du Canada. Environ 9% d'entre eux se retrouvent au Québec (tableau 32).

Le nombre total d'autochtones est en hausse à cause de la forte fécondité des familles, mais aussi à cause de la hausse du nombre de personnes qui ont déclaré une ascendance autochtone dans les derniers recensements, à la suite de la nouvelle affirmation identitaire des Amérindiens, Inuit et Métis.

Le tableau 33 présente la distribution de la population autochtone entre les diverses nations que l'on retrouve au Québec. Les Montagnais (20%), les Cris (18,2%) et les Mohawks (15,1%) sont les communautés les plus peuplées, suivies par les Inuit (12,8%).

Les Amérindiens du Québec vivent en majorité dans des réserves (69,4%) et cette proportion est plus élevée qu'au Canada où elle est de 58,5% (tableau 34).

Tableau 32
Répartition de la population d'identité autochtone, Québec et Canada, 1996

Identité autochtone	Québec	Reste du Canada	Canada
Indiens de l'Amérique du Nord	66,1	69,0	68,8
Métis	22,3	26,5	26,1
Inuit	11,6	4,5	5,1
Total	100	100	100
% vertical	8,9	91,1	100
% horizontal	71 975	733 585	805 560

Source : Recensement du Canada, www.statcan.ca.

La proportion d'Amérindiens du Québec vivant dans les réserves est en constante régression depuis les années 1980.

Les minorités visibles : concentrées à Montréal

Une nouvelle question dans le Recensement de 1996 demandait aux répondants

s'ils appartenait à l'un des groupes de minorités visibles tels que définis dans la loi (11 groupes étaient donnés en exemple). La Loi canadienne sur l'équité en matière d'emploi définit les minorités visibles comme étant «les personnes, autres que les autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la

Tableau 33
Population des nations autochtones et inuit du Québec, en effectifs et en proportions, 1984-1998

Nation	1984		1994**		1998	
	N	%	N	%	N	%
Abénaquis	779	1,7	1 811	2,8	1 907	2,7
Algonquins	4 030	9,0	7 323	11,4	8 144	11,6
Attikameks	3 201	7,1	4 461	6,9	5 071	7,2
Cris	8 417	18,71	2 017	18,7	12 702	18,2
Hurons-Wendat	1 250	2,8	2 648	4,1	2 831	4,0
Malécites	-	-	469	0,7	599	0,9
Micmacs	2 655	5,9	4 068	6,3	4 463	6,4
Mohawks	10 495	23,3	9 909	15,4	10 553	15,1
Montagnais	8 090	18,0	12 952	20,2	14 019	20,0
Naskapis	415	0,9	529	0,8	584	0,8
Non-affiliés	-	-	221	0,3	153	0,2
Inuit	5 650	12,6	7 840	12,2	8 932	12,8
Total	44 982*	100	64 248	100	69 958	100

* On estime qu'il y a environ 15 000 autres personnes d'ascendance autochtone au Québec qui ne sont pas comprises dans les chiffres de 1984.

** Les données sur les Amérindiens ont été compilées en 1994 tandis que celles sur les Inuit datent de 1995. Source : Affaires indiennes et du Nord Canada (www.inac.gc.ca).

Tableau 34
**Population d'Amérindiens inscrits dans les réserves
 et hors réserve, Québec et Canada, 1982-1998**

Année	En réserve (%)		Hors réserve (%)		Total (N)	
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada
1982	85,3	70,9	14,7	29,1	33 145	332 178
1987	77,2	64,6	35,4	35,4	41 227	415 898
1988	74,3	61,7	24,8	36,4	44 111	443 886
1989	72,2	60,0	27,8	40,0	45 742	466 337
1990	71,6	59,8	28,4	40,2	48 551	490 177
1991	70,9	59,5	29,1	40,5	50 728	511 791
1992	70,8	59,2	29,2	40,8	52 562	533 461
1993	70,6	59,0	29,4	41,0	54 273	553 316
1994	70,5	58,7	29,5	41,3	55 848	573 657
1995	70,9	58,7	29,1	41,3	57 223	593 050
1996	70,7	58,0	29,3	42,0	58 640	610 874
1997	69,6	58,3	30,4	41,7	59 881	627 435
1998	69,4	58,5	30,6	41,5	61 026	642 414

Source : Données ministérielles de base 1997; Population indienne inscrite selon le sexe et la résidence, 1998. Affaires indiennes et du Nord Canada, www.inac.gc.ca.

peau blanche». Que l'État mesure ainsi l'appartenance raciale de ses citoyens paraît bien étrange aux citoyens d'autres pays, en Europe principalement, où une

Tableau 35

**Minorités visibles (telles que définies
 par le Recensement) en % de la
 population totale et répartition au
 Canada selon la région, 1996**

Région	En % de la population totale	Répartition au Canada (en %)
Québec	6,2	13,6
Ontario	15,8	52,6
Autres	10,0	33,8
Montréal	12,0	13,0
Toronto	32,0	42,0
Vancouver	31,0	18,0
Autres	-	27,0
Canada	11,2	100,0

Source : www.statcan.ca

telle catégorisation des citoyens selon la race a laissé de fort mauvais souvenirs. Le but poursuivi par cette opération est différent au Canada : il s'agit d'évaluer quelle est l'égalité des chances des citoyens qui se démarquent de la majorité par leur apparence physique.

Le Canada compte maintenant 11,2 % de sa population qui s'identifie comme faisant partie d'une minorité visible, ce qui reflète les mutations récentes de l'immigration internationale vers le Canada (tableau 35). Cette proportion est inférieure au Québec, qui ne compte que 6,2 % de sa population se plaçant elle-même dans cette catégorie, presque toute concentrée à Montréal, où les minorités visibles représentent 12 % de la population. Montréal se situe donc dans la moyenne canadienne, mais loin derrière Toronto et Vancouver, où le tiers de la population fait partie d'une minorité

visible. Au total, les trois quarts des minorités visibles de tout le Canada se retrouvent dans les trois plus grandes villes et

42 % de ces personnes se concentrent à Toronto même.

Aspects de la santé

Il est difficile de donner une vue d'ensemble de l'état de santé d'une population totale en quelques lignes. Nous avons retenu des indicateurs généraux qui donnent cependant une bonne idée de la situation. Le premier — l'espérance de vie — représente l'une des mesures synthétiques les plus pertinentes pour évaluer l'état de santé d'une population. Nous avons retenu ensuite les causes de décès afin de donner un aperçu des problèmes de santé qui affectent les individus à la fin de leur vie. Enfin, la mesure de la représentation sociale que les gens ont de leur santé est un bon indicateur de l'état de bien-être de la population, de même que l'évolution

des habitudes de vie que sont le tabagisme et l'alcoolisme.

Hausse continue de l'espérance de vie

L'espérance de vie continue de progresser (tableau 36). D'après le dernier chiffre disponible (année 1998), elle est de 75,3 ans pour les hommes et de 81,3 ans pour les femmes. On observe une réduction ces dernières années de l'écart qui sépare hommes et femmes, qui est maintenant de 6,1 ans.

La différence entre hommes et femmes après 65 ans est cependant moindre, soit un peu plus de 4 ans (gra-

Tableau 36

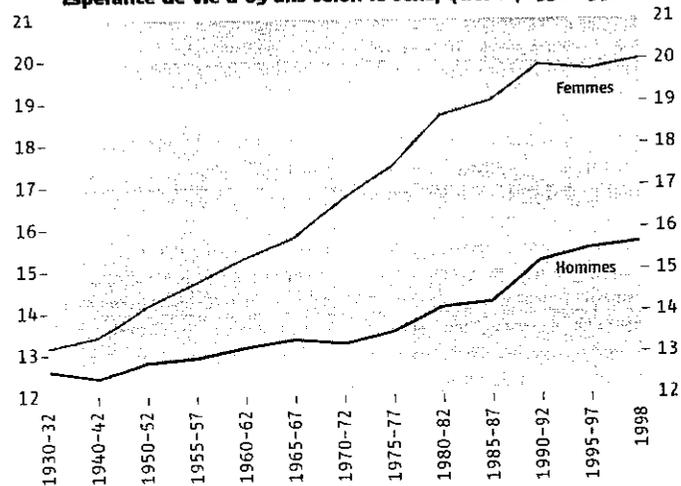
**Espérance de vie à la naissance et à 65 ans
 selon le sexe, Québec, 1930-1998**

Période	À la naissance			À 65 ans		
	H	F	Écart	H	F	Écart
1930-1932	56,2	57,8	1,6	12,6	13,2	0,6
1940-1942	60,2	63,1	2,9	12,4	13,4	1,0
1950-1952	64,4	68,6	4,2	12,8	14,2	1,4
1955-1957	66,1	71,0	4,9	12,9	14,7	1,9
1960-1962	67,3	72,8	5,5	13,2	15,3	2,1
1965-1967	67,9	73,9	6,0	13,3	15,8	2,5
1970-1972	68,6	75,4	7,0	13,3	16,7	3,5
1975-1977	69,4	77,0	7,5	13,5	17,5	4,0
1980-1982	71,2	78,9	7,7	14,1	18,7	4,6
1985-1987	72,2	79,7	7,5	14,2	19,0	4,8
1990-1992	73,7	80,8	7,2	15,2	19,9	4,7
1995-1997	74,6	81,0	6,4	15,5	19,8	4,3
1998	75,3	81,3	6,1	15,6	20,0	4,3

Source : Institut de la Statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

Graphique 9

Espérance de vie à 65 ans selon le sexe, Québec, 1930-1998



Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

Tableau 37
Causes de décès selon le sexe, Québec, 1998

Causes	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	
Maladies infectieuses	294	1,0	210	0,8	0,9
sida	128	0,5	21	0,1	0,3
Tumeurs	8 976	32,0	7 609	29,3	30,7
Trachée, bronches, poumons	3 292	11,7	1 709	6,6	9,3
sein	10	0,0	1 316	5,1	2,5
prostate	761	2,7	0	0,0	1,4
Appareil circulatoire	9 292	33,1	9 159	35,3	34,2
infarctus	3 549	12,6	2 606	10,0	11,4
Appareil respiratoire	2 928	10,4	2 460	9,5	10,0
Appareil digestif	970	3,5	982	3,8	3,6
Traumatismes et empoisonnements	2 331	8,3	1 146	4,4	6,4
accidents véhicules moteurs	442	1,6	221	0,9	1,2
suicides	1 058	3,8	312	1,2	2,5
homicides	84	0,3	42	0,2	0,2
Autres	1 016	3,6	1 802	6,9	5,2
Total	28 061	100	25 943	100	100

Source : Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca.

Tableau 38
Types de fumeurs selon le sexe, Québec, 1987 et 1992

Sexe	Année	Fumeur			
		Jamais fumeur	Ancien fumeur	Occasionnellement*	Régulier
Hommes	1987	25,5	33,4	4,6	36,6
	1992	27,8	36,5	3,6	32,1
Femmes	1987	35,4	25,8	5,4	33,4
	1992	35,5	31,7	4,0	28,8
Total	1987	30,6	29,5	4,9	35,0
	1992	31,7	34,1	3,8	30,4

* Coefficient de variation élevé, à interpréter avec prudence.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux. *Et la santé, ça va en 1992-1993 ? Rapport de l'Enquête sociale et de santé, 1992-1993*, vol. 1. Montréal. Gouvernement du Québec, 1995, p. 89.Tableau 39
Consommation d'alcool au cours de la semaine ayant précédé l'enquête selon le sexe ou l'âge, population âgée de 15 ans et plus, Québec, 1987 et 1992

Sexe	Nombre de consommations (en %)							
	Aucune		1-6		7-13		14 et +	
	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992
Hommes	19,9	32,6	47,6	36,0	17,4	18,1	15,1	13,3
Femmes	32,4	45,8	55,9	41,1	8,5	10,3	3,3	2,8
Groupe d'âge								
15-24 ans	31,4	46,8	48,0	30,9	12,1	14,2	8,5	8,2
25-44 ans	24,3	36,0	52,7	41,1	13,4	14,4	9,7	8,6
45-64 ans	23,4	35,7	53,3	40,2	13,7	15,6	9,6	8,6
65 ans et plus	29,5	50,8	49,8	33,3	11,6	10,4	9,2	5,6*
Total	25,9	39,0	51,6	38,4	13,1	14,3	9,4	8,3

* Coefficient de variation entre 15% et 25% ; donnée à interpréter avec prudence.

Note : Les coefficients de variation ne sont pas disponibles pour les résultats de 1987.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux. *Et la santé, ça va en 1992-1993 ? Rapport de l'Enquête sociale et de santé, 1992-1993*, vol. 1. Montréal. Gouvernement du Québec 1995, p. 58.

phique 9). S'ils se rendent jusqu'à 65 ans, les hommes peuvent espérer vivre encore 16 ans et les femmes, encore 20 ans. L'écart entre les hommes et les femmes est plus réduit pour ce qui de l'espérance de vie sans perte d'autonomie fonctionnelle après 65 ans. Une partie des années supplémentaires vécues par les femmes le sont en perte d'autonomie.

Les causes de décès

Deux grandes causes sont à la source des deux tiers des décès : les maladies affectant l'appareil circulatoire sont les plus fréquentes (34,2% des décès), suivies des tumeurs (30%). Le tableau 37 donne la liste des principales causes de décès en 1998. À noter que le nombre de décès dus au sida est marginal (0,3%).

Tableau 40
Perception de l'état de santé selon le sexe et l'âge,
population de 15 ans et plus, Québec, 1992-1993

Age	Perception de l'état de santé					%	Total n
	Excellent	Très bon	Bon	Moyen	Mauvais		
Hommes							
15-24	27,7	38,9	28,5	4,5	0,4**	100	476 611
25-44	21,1	37,2	35,1	6,0	0,6*	100	1 235 187
45-64	17,5	30,8	38,0	11,1	2,5	100	751 974
65 et plus	11,0	23,9	44,0	17,5	3,7*	100	300 963
Total	20,1	34,3	35,7	8,4	1,4	100	2 764 737
Femmes							
15-24	18,0	37,6	37,6	6,4	0,4**	100	459 703
25-44	17,9	38,3	36,7	6,1	1,0*	100	1 222 659
45-64	14,0	32,6	39,1	12,5	1,9*	100	769 409
65 et plus	8,5	22,6	44,5	19,1	5,3*	100	415 815
Total	15,5	34,4	38,6	9,7	1,8	100	2 867 586
Total							
15-24	22,9	38,3	33,0	5,5	0,4**	100	936 314
25-44	19,5	37,8	35,9	6,1	0,8*	100	2 457 846
45-64	15,7	31,7	38,5	11,8	2,2	100	1 521 383
65 et plus	9,5	23,2	44,3	18,4	4,6	100	716 778
Total	17,8	34,4	37,2	9,1	1,6	100	5 632 321

*Coefficient de variation entre 15% et 25%; donnée à interpréter avec prudence.

**Coefficient de variation * 25%; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Source : Santé-Québec 1992-1993, Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca

Les causes de décès varient selon les sexes. Les hommes meurent de causes violentes en plus forte proportion que les femmes (traumatismes, accidents de véhicules moteurs, suicides et homicides). Le cancer du sein a été la cause du décès dans 5,1 % des cas chez les femmes et le cancer de la prostate, la cause de 2,7 % des décès des hommes.

Baisse de la consommation de tabac et d'alcool

D'après les données recueillies dans les deux enquêtes Santé-Québec, la consommation de produits du tabac a diminué

dans la population totale, tant chez les hommes que chez les femmes (tableau 38). Moins d'une personne sur trois fume régulièrement (30,4%). La consommation de tabac est cependant en hausse chez les adolescents et les jeunes qui vont ainsi à contre courant de la tendance générale.

La consommation d'alcool semble en régression dans l'ensemble de la population. Les femmes avancent consommer moins fréquemment de l'alcool que les hommes (tableau 39).

La majorité de la population estime être en bonne santé

D'après les données des enquêtes Santé-Québec menées en 1987 et 1992-93, la majorité de la population estime être en

bonne santé (tableau 40). Il paraît évident de constater que la proportion de personnes qui estiment être en mauvaise santé est plus élevée chez les personnes qui ont 65 ans ou plus.

Éducation

Diminution du nombre d'étudiants inscrits dans les universités

L'effectif étudiant est en baisse dans les universités québécoises (tableau 41). L'année 1992 a marqué un sommet dans les inscriptions, qui ont par la suite décliné de 7,6 % jusqu'en 1998-1999. Cette diminution a surtout frappé le premier cycle universitaire depuis cinq ans, les effectifs inscrits au cours de la dernière année disponible étant en légère hausse. On observe une très légère augmentation de l'effectif étudiant dans les programmes de deuxième cycle.

Il est cependant surprenant de noter une quasi-stabilité des inscriptions au niveau du doctorat dans les universités québécoises. Au total, seulement 5234 personnes étaient inscrites dans un programme de troisième cycle en 1998-1999, soit 740 de moins que le chiffre observé trois ans plus tôt. La poursuite d'études à un niveau élevé ne progresse plus aussi rapidement au Québec depuis cinq ans et les inscriptions plafonnent dans les programmes d'études avancées. Bien entendu, plusieurs Québécois poursuivent des études à l'étranger, mais il semble que les

Tableau 41
Effectif étudiant des universités
selon l'année et le cycle universitaire, Québec, 1984-85 à 1998-99

Année	Cycles			Total
	Premier	Deuxième	Troisième	
1984-85	124 389	16 445	3 143	143 977
1986-87	130 313	16 499	3 576	150 388
1988-89	134 772	17 340	4 086	156 198
1990-91	140 000	18 664	4 612	163 276
1992-93	145 907	20 517	5 469	171 893
1994-95	140 370	20 454	5 974	166 798
1996-97	134 045	20 730	5 592	160 367
1997-98	131 797	20 760	5 520	158 076
1998-99	132 472	20 988	5 234	158 693
Taux d'augmentation				
85/99	6%	28%	67%	10%
92/99	-9%	2%	-4%	-8%

Source : Jacques La Haye, *Effectif étudiant en équivalence au temps plein (EETP) des universités québécoises*, Ministère de l'Éducation, avril 2000.

Tableau 42
Diplômes universitaires décernés
selon le type de diplômés et le sexe, Québec, 1989-1999

		1989	1992	1996	1997	1998	1999
Certificat 1 ^{er} cycle	M	5 359	6 136	5 563	5 182	4 541	4 430
	F	9 790	11 876	10 800	9 929	9 083	8 422
Certificat 2 ^e cycle	M	522	678	724	735	856	750
	F	628	711	861	878	863	852
Baccalauréat	M	11 303	11 958	11 859	11 537	11 375	11 582
	F	13 545	15 715	17 743	17 357	16 100	16 700
Maîtrise	M	2 695	3 017	3 202	3 201	3 230	3 294
	F	2 209	2 805	3 343	3 312	3 495	3 516
Doctorat	M	495	847	731	752	779	717
	F	201	268	356	391	452	453

Source : Ministère de l'Éducation.

universités du Québec ne réussissent plus à attirer davantage de candidats dans ce type de programme. Le Québec serait-il en train de prendre du retard par rapport à d'autres sociétés comparables où l'on observe un taux de poursuite des études dans les programmes avancés beaucoup plus élevé? Il est permis d'en faire l'hypothèse.

Décroissance du nombre de diplômés universitaires

Le nombre de diplômés universitaires n'évolue plus dans la même direction aux cycles inférieurs et supérieurs du régime d'études universitaires.

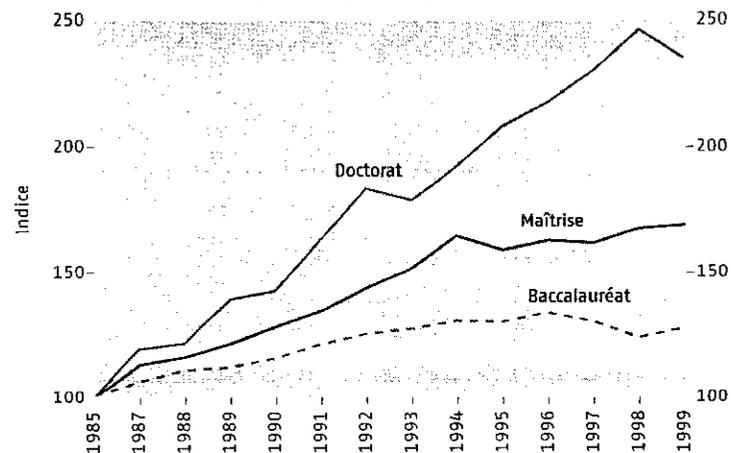
Le nombre de diplômés universitaires a cessé d'augmenter au niveau du baccalauréat depuis 1996, passant de 29 602 en 1996 à 28 282 en 1999 (tableau 42). Il en va de même pour les certificats de premier cycle, aussi en diminution. Il s'agit là d'un important revirement de tendance puisque le nombre de diplômés universitaires n'avait cessé de croître depuis la Révolution tranquille. Sans doute faudrait-il considérer des taux de diploma-

tion ou des taux de fréquentation par groupes d'âges, mais force est de constater qu'un phénomène nouveau est apparu : le Québec produit moins de diplômés universitaires de premier cycle à la fin des années 1990.

La situation est différente à la maîtrise où l'on observe une faible augmentation du nombre de diplômés (6545 diplômés décernés en 1996 et 6810 en 1999). La croissance est plus nette au niveau du doctorat, où l'on a franchi la barre des 1000 diplômés par an au début des années 1990. Les universités ont décerné en 1999 1170 diplômés de troisième cycle (graphique 10). Le nombre de doctorats décernés chaque année peut paraître élevé, mais en chiffres absolus les 1170 nouveaux docteurs ne sont-ils pas trop peu nombreux pour une société qui compte plus de sept millions d'habitants et qui investit une part importante de ses ressources publiques dans le système d'éducation?

Après des années de croissance, il semble que le Québec marque le pas dans

Graphique 10
Diplômes universitaires décernés (en indice)
selon le type de diplôme, Québec, 1985-1999



Source : S. Langlois (dir.), *La société québécoise en tendances*, IQRC, 1990 ; Ministère de l'Éducation, Les diplômés du système scolaire.

la production de diplômés universitaires dans les programmes d'études avancées où le nombre de diplômés reste encore inférieur aux attentes et ne reflète pas l'ampleur des investissements faits dans l'enseignement supérieur.

Féminisation accrue des diplômés universitaires

Les femmes accentuent leur présence dans le contingent des diplômés universitaires. Elles sont nettement plus nombreuses que les hommes dans le groupe des diplômés de certificat et des diplômés du premier cycle universitaire. L'écart est maintenant considérable au niveau du baccalauréat, où on compte 44 % plus de femmes diplômées que d'hommes en 1999. Traditionnellement, les femmes ont poursuivi en

moins forte proportion leurs études aux cycles supérieurs, mais les choses sont en train de changer rapidement. L'écart en faveur des femmes est maintenant de 6,7 % à la maîtrise et les différences entre hommes et femmes au doctorat se sont amenuisées depuis dix ans, puisque 453 diplômés de doctorat ont été décernés à des femmes contre 717 à des hommes en 1999. L'écart entre hommes et femmes était deux fois plus marqué en 1989 au niveau du doctorat.

Décroissance des inscriptions et des diplômés au cégep

Les inscriptions d'étudiants au cégep dans le système d'enseignement régulier (niveaux préuniversitaire et technique) sont en décroissance depuis le milieu des

Tableau 43

Effectif étudiant total du collégial selon le type de programme et le service d'enseignement, Québec, 1995 à 1999

Régime d'études et type de programme	1995	1996	1997	1998	1999	99/95
Enseignement ordinaire	178 847	180 095	176 349	174 270	171 431	-4,1%
Dec (préuniversitaire)	87 099	86 129	82 776	80 977	79 134	-9,1%
DEC (technique)	84 136	85 495	86 371	86 139	85 024	1,1%
Autres*	7 612	8 471	7 202	7 154	7 273	-4,5%
Éducation des adultes	63 005	57 388	54 663	54 456	47 221	-25,1%
Dec (préuniversitaire)	5 775	5 097	4 317	3 623	3 024	-47,6%
DEC (technique)	5 183	4 842	4 417	4 168	3 856	-25,6%
Autres*	52 047	47 449	45 929	46 565	40 341	-22,5%
Total	241 852	237 483	231 012	228 726	218 652	-9,6%
Dec (préuniversitaire)	92 874	91 226	87 093	84 600	82 158	-11,5%
DEC (technique)	89 319	90 337	90 788	90 307	88 880	-0,5%
Autres*	59 659	55 920	53 131	53 819	47 614	-20,2%

* Comprend AEC (attestation d'études collégiales), CEC (certificat d'études collégiales), DPEC (diplômes de perfectionnement de l'enseignement collégial).
Sources : Ministère de l'éducation du Québec, www.meq.gouv.qc.ca, Direction des statistiques et des études quantitatives.

années 1990, conséquence directe de la dénatalité (tableau 43). La diminution au total a été de 4,1 % entre 1995 et 1999. Il en va de même pour l'éducation des adultes, qui a perdu le quart de ses clientèles étudiantes au cours de la même période.

Parallèlement à la baisse observée dans les clientèles étudiantes, le nombre de diplômés de cégep diminue (tableau 44).

L'enseignement technique devient plus populaire au cégep

Le nombre des étudiants inscrits dans le secteur technique au cégep est en augmentation (+1,1 % entre 1995 et 1999) alors que les clientèles du secteur préuniversitaire ont baissé de 9,1%. Il y a maintenant davantage d'étudiants dans le secteur technique 85 024 en 1999) que dans le

Tableau 44

Diplômes collégiaux décernés selon le type de diplôme, Québec, 1989-1998

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
DEC (préuniv.)	24 851	24 992	25 244	25 414	24 971	25 833	25 520	24 295	25 630	24 331
DEC (technique)	13 495	13 632	13 196	13 516	14 760	14 991	15 598	16 054	16 386	15 593
DEC (autres*)	2 497	2 679	3 329	4 364	4 955	3 859	2 035	415	76	14
Total	40 843	41 303	41 769	43 294	44 686	44 683	43 153	40 764	42 092	39 938

* Comprend DEC sans mention, AEC, CEC et DPEC.
Source : Ministère de l'éducation, www.meq.gouv.qc.ca

Tableau 45

Taux de décrochage scolaire selon l'âge et le sexe, Québec, 1979-1998

		1979	1984	1989	1994	1995	1998p	1997	1998p
17 ans	T	26,2	16,5	18,5	10,5	10,2	8,9	10,4	10,8
	M	27,6	18,8	21,3	12,1	12,4	10,8	12,8	13,0
	F	24,7	14,0	15,5	8,8	8,0	6,9	7,9	8,4
18 ans	T	35,7	23,7	23,4	17,7	16,3	15,6	15,0	16,8
	M	38,0	26,8	27,1	20,6	19,5	19,2	18,5	20,9
	F	33,2	20,4	19,6	14,6	13,0	11,8	11,2	12,6
19 ans	T	30,5	26,9	27,1	20,4	20,7	18,7	18,4	18,0
	M	43,8	30,1	31,1	24,7	24,4	22,6	22,7	22,3
	F	37,2	23,6	22,9	15,9	16,7	14,6	13,9	13,5
20-24 ans	T	n.d.	33,8	25,9	26,2	24,8	24,2	23,1	22,4
	M	n.d.	36,5	30,0	30,9	29,6	29,0	27,8	27,2
	F	n.d.	30,9	21,5	21,3	19,8	19,1	18,0	17,2

p : Données provisoires
n.d. : Données non disponibles
Source : Ministère de l'éducation, www.meq.gouv.qc.ca

Tableau 46

La scolarisation de la population âgée de 15 ans et plus en %, Québec, 1971-1996

Niveau atteint	Année				
	1971	1981	1991	1996	
Primaire (8 ^e et -)	40,9	27,2	20,1	18,1	
Secondaire (9 à 13 + métier)	38,7	40	41,5	39,4	
Postsecondaire	15,9	25,8	20,3	22,3	
Universitaire	4,6	7,1	18,1	20,2	
Total	N	4 208 270	4 975 830	5 433 245	5 673 405
	%	100	100	100	100

Source : Statistique Canada, cat. 93-328, 93-110, 13-579 et données non publiées.

secteur préuniversitaire (79 134 la même année).

Le taux de décrochage diminue au secondaire

Contrairement à une opinion répandue, le taux de décrochage des étudiants au niveau secondaire est en régression. Nous repro-

duisons ici les résultats d'une étude menée par le ministère de l'Éducation du Québec. Celle-ci arrive à une conclusion différente sur ce phénomène en additionnant aux diplômés du secondaire les étudiants qui sont encore inscrits sous une forme ou une autre dans le système scolaire, mais sans avoir le diplôme d'études secondaires. Au

total, le taux de décrochage à l'âge de 17 ans ne serait que de 10,8%, de 16,8% à l'âge de 18 ans et de 18% à l'âge de 19 ans (tableau 45). Le phénomène du décrochage est nettement en baisse depuis le début des années 1980, notamment parce que le système d'éducation rattrape en quelque sorte les jeunes qui quittent le système régulier d'enseignement.

Les garçons décrochent plus que les filles

Les jeunes hommes abandonnent davantage leurs études avant d'avoir obtenu un diplôme que les jeunes femmes. Au total,

l'écart est assez constant depuis vingt ans et on ne peut pas avancer qu'il s'aggrave ou s'améliore (voir le tableau 45).

Hausse de la scolarité moyenne de la population

La scolarisation de la population âgée de 15 ans et plus a profondément changé en 25 ans. En 1971, seulement 5% des Québécois de 15 ans et plus possédaient un diplôme universitaire; cette proportion est aujourd'hui (1996) de 20% (tableau 46). Ces diplômes universitaires sont cependant eux-mêmes hiérarchisés, du certificat au doctorat.

Macroéconomie

La part du Québec dans l'économie canadienne tend à régresser

Le Produit Intérieur Brut a connu une croissance importante depuis 1981. Après un ralentissement au début de 1990, le PIB a augmenté de nouveau à partir de 1994 (voir aussi en page 467).

Cependant, la part du Québec dans l'ensemble de l'économie canadienne a fléchi lentement de décennie en décennie depuis les années 1960. Elle était de 25,9% en moyenne pour les années 1960 et de 24% pour les années 1970⁰. Celle-ci a reculé à environ 22% au début des années 1980 et elle est quelque peu en baisse depuis, la dernière année disponible marquant une légère remontée (Graphique 11). Cette statistique est liée à la croissance démographique, beaucoup plus prononcée dans le reste du Canada depuis trente ans.

Le revenu personnel a stagné

Le revenu personnel par habitant en dollars constants avait beaucoup augmenté

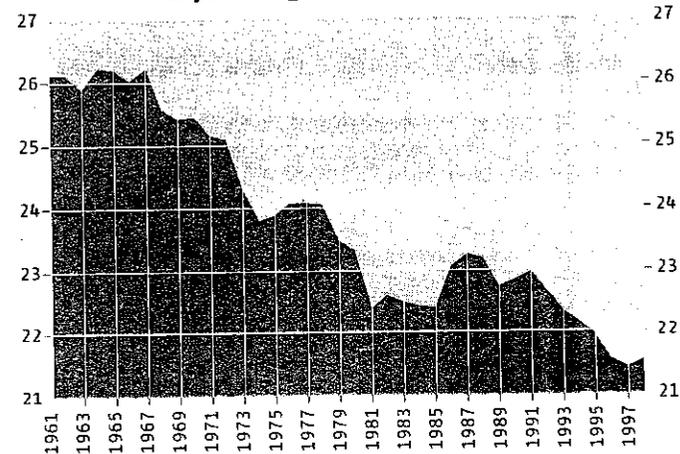
durant les années 1970. La tendance à la hausse s'est maintenue durant les années 1980, mais elle a été moins prononcée. Cette tendance s'est arrêtée dans les années 1990, marquées par une stabilité de cette statistique (graphique 12).

Le revenu personnel disponible par habitant calculé en dollars constants de 1998 quant à lui n'a pas progressé depuis le début des années 1990.

L'État prélève toujours plus

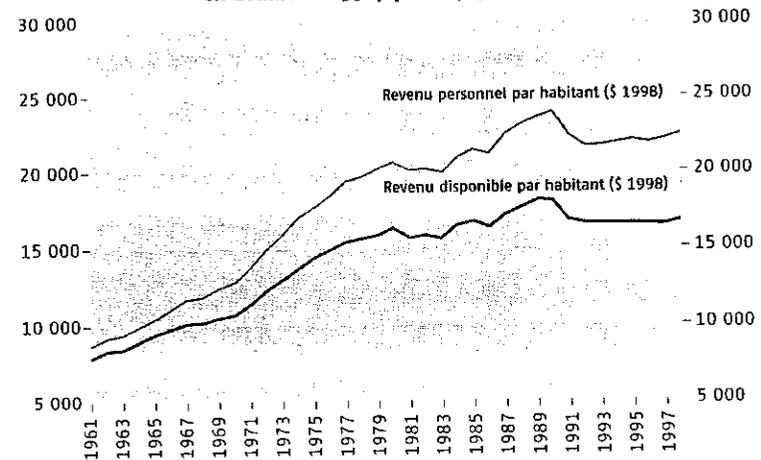
L'État — que ce soit l'État fédéral, l'État provincial ou les diverses administrations publiques — prélève une part toujours plus grande des revenus personnels en impôts directs et transferts courants aux administrations publiques. Les prélèvements directs par les administrations publiques continuent d'augmenter même dans le contexte d'une réduction des dépenses publiques. Cette proportion était de 16,4% en 1970, de 20,1% en 1980 et de 25,9% en 1998 (graphique 13). Il s'ensuit que la hausse du revenu disponible a été

Graphique 11
Produit intérieur brut du Québec
en pourcentage du Canada, 1961-1998



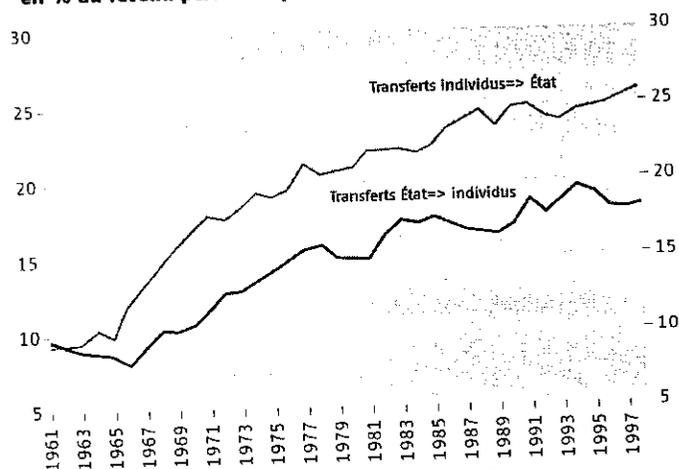
Source : Direction des comptes économiques, ISQ. Calculs de l'auteur.

Graphique 12
Revenu personnel et disponible par habitant,
en dollars de 1998, Québec, 1961-1998



Source : Direction des comptes économiques, ISQ. Calculs de l'auteur.

Graphique 13
Transferts de l'État aux individus et des individus à l'État,
en % du revenu personnel par habitant (1998 \$), Québec, 1961-1998



Source : Direction des comptes économiques, ISQ. Calculs de l'auteur.

Tableau 47
Sources du revenu personnel en pourcentage,
Québec, 1970-1999

Année	Salaires et traitements	Revenus des autonomes	Revenus de placements	Transferts de l'État aux individus	Autres transferts aux individus	Total
1970	73,0	8,7	7,3	10,5	0,5	100
1975	70,4	6,9	8,2	14,1	0,4	100
1980	68,8	5,5	10,5	14,7	0,4	100
1985	63,2	6,5	12,4	17,4	0,6	100
1990	62,6	5,8	14,4	16,8	0,4	100
1995	62,2	6,7	12,8	17,9	0,4	100
1998	62,6	7,4	11,5	18,1	0,4	100
1999	63,0	7,5	11,5	17,6	0,5	100

Source : Statistique Canada, Système de comptabilité nationale, Comptes économiques provinciaux, 13-213 et ISQ. Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Édition 1999, p. 27, Cansim, Calculs de l'auteur.

moins forte que celle du revenu brut. Le revenu disponible représente, en 1998, 74,1 % du revenu personnel contre 83,1 % en 1970.

Les sources du revenu personnel sont stables depuis plus de dix ans

Depuis dix ans, la part relative des sources du revenu personnel varie peu. La proportion des salaires et traitements est restée stable à environ 62-63 % de l'ensemble des revenus personnels et elle est encore de loin la principale source de revenus de la population (tableau 47). La proportion respective des trois autres sources est elle aussi assez stable, après avoir varié de façon importante dans les années 1970 et 1980.

En nette hausse depuis le début des années 1970, la part des paiements de transferts de l'État aux individus plafonne en ce moment autour de 18 %. Les revenus de placements évoluent en parallèle aux changements dans les taux d'intérêts. Après avoir atteint un sommet de 14,4 % de l'ensemble des sources de revenus en 1990, la part des revenus de placements se situe maintenant à 11,5 % de l'ensemble. La part du revenu total qui va aux entreprises individuelles et aux travailleurs autonomes a augmenté depuis le début des années 1990, passant de 5,8 % en 1990 à 7,5 % en 1999 à cause de l'augmentation du nombre de personnes actives travaillant à leur compte.

Emplois et activité professionnelle

Arrêt de la baisse du taux d'activité

Après avoir connu une hausse continue pendant des années à cause de l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, le taux global d'activité de la population en âge de travailler a régressé quelque peu au début des années 1990, surtout parce que moins d'hommes ont été actifs, ce qui n'a pas été le cas des femmes. Cette tendance à la baisse s'est arrêtée en 1996, date après laquelle le taux global d'activité a connu une faible hausse.

Le taux de participation au marché du travail est cependant plus faible au Québec qu'ailleurs au Canada. Une étude de l'économiste Georges Mathews a montré que la prise en compte de ce taux de participation plus faible au marché du travail impliquait une augmentation de la distance qui se crée entre l'économie québécoise et celle du reste du Canada.

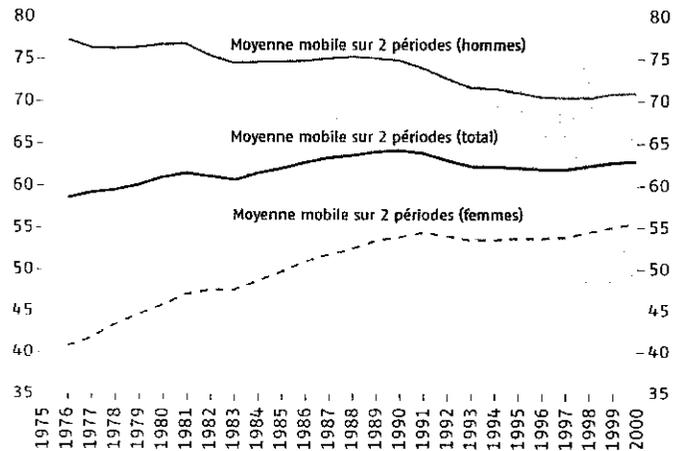
Féminisation du marché du travail

L'augmentation du taux d'activité notée ci-dessus est due essentiellement au fait que les femmes ont accentué encore davantage leur présence sur le marché du travail. Le taux d'activité global chez les femmes est maintenant de 55,7 % en l'an 2000, alors qu'il est de 71 % chez les hommes (graphique 14).

Ce sont surtout les hommes âgés de plus de 55 ans qui ont quitté le marché du travail ces dernières années, alors que la proportion de femmes actives dans ce groupe d'âge est nettement en hausse (graphique 15). Les années 1990 montrent cependant une certaine stabilité dans le taux de participation au marché du travail chez les hommes. La tendance au retrait notée depuis le début des années 1970 s'est donc arrêtée dans les années 1990. Les deux récessions économiques du début des années 1980 et début des années

Graphique 14

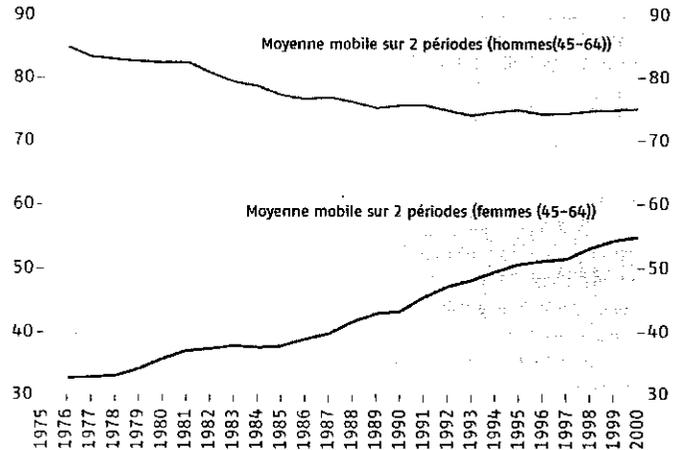
Taux d'activité de la population âgée de 15 ans et plus en % selon le sexe (moyenne mobile sur 2 périodes), Québec, 1975-2000



Source : Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active, cat. 71-529, Cansim et Ecostat, mars 2000.

Graphique 15

Taux d'activité de la population âgée entre 45 et 64 ans en % selon le sexe (moyenne mobile sur 2 périodes), Québec, 1975-2000



Source : Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active, cat. 71-529, Cansim et Ecostat, mars 2000. Données non-désaisonnalisées.

1990 ont touché plus durement les industries productrices de biens. «Comme ces industries embauchent beaucoup d'hommes, ces derniers ont subi les effets immédiats et prolongés de la réduction de l'effectif dans des secteurs» (Statistique Canada, cat. 71-259, p. 15). Les mutations du marché du travail — notamment l'emploi salarié dans les grandes entreprises industrielles — ont affecté le niveau d'emploi des hommes âgés de plus de 50 ans, sans parler de l'usure de la force de travail qui marque ce groupe de travailleurs, dont plusieurs sont actifs depuis l'adolescence.

Une autre raison explique la féminisation accrue du marché du travail. Les cohortes de femmes plus âgées, qui ont eu historiquement un taux d'activité plus bas, sont en ce moment remplacées par de nouvelles cohortes de femmes qui restent actives, et pour cette raison le taux de participation des femmes au marché du travail continue de croître.

Le taux d'emploi est à la hausse

Le taux d'emploi de la population donne une vue plus juste de la participation au marché du travail car il ne porte que sur les personnes qui occupent effectivement un emploi, excluant les chômeurs et les personnes à la recherche d'un travail. Ce taux montre une évolution régulière à la hausse au cours de la décennie des années 1990, notamment parce que le taux de chômage a diminué et surtout parce que davantage de femmes ont été sur le marché du travail (tableau 48). L'analyse de ce taux confirme que le mouvement de retrait des hommes du marché de l'emploi, amorcé dans les années 1970 et décrit plus haut, a été renversé à partir de 1996. Il était au total de 61,6% en 1996 et il se situe à 64,8% en l'an 2000. Le taux d'emploi des femmes quant à lui est en hausse continue (51,1% en 2000).

Tableau 48

Taux d'emploi de la population âgée de 15 ans et plus au total et selon le sexe, Québec, 1976-2000

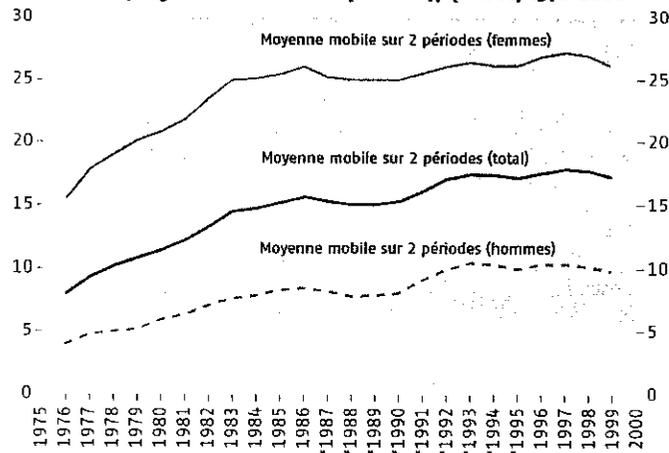
Années	Total population 15 ans et plus	Hommes	Femmes
1976	53,7	70,4	37,4
1980	55,2	69,6	41,3
1985	54,8	65,9	44,1
1990	57,6	67,0	48,6
1995	55,0	62,3	48,0
1996	54,6	61,6	47,8
1997	55,0	61,9	48,4
1998	56,1	62,9	49,5
1999	57,0	64,0	50,2
2000*	57,8	64,8	51,1

* mars 2000

Source : Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active, cat. 71-529 et Cansim.

Graphique 16

Population active à temps partiel au total et selon le sexe en % (moyenne mobile sur 2 périodes), Québec, 1976-2000



* Données révisées à partir de 1987 pour tenir compte d'une nouvelle définition à temps partiel.

Source : 1975 à 1985, Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active, cat. 71-529 ; 1987 à 1999, données révisées de Statistique Canada selon la nouvelle définition du travail à temps partiel, Cansim.

Le travail à temps partiel plafonne

L'emploi à temps partiel a occupé une part grandissante de l'emploi total au cours des années 1970 et 1980 mais la croissance de cette forme d'emploi s'est arrêtée en 1993¹². Depuis cette date, elle plafonne autour de 17,5 % de l'ensemble (graphique 16). On ne peut plus parler de hausse du travail à temps partiel au cours des années 1990.

Un peu plus du quart des femmes en emploi travaillaient à temps partiel (25,7 %), contre 9,6 % chez les hommes en 1999. Ces proportions sont assez stables depuis 1993, tant chez les hommes que chez les femmes. Les hommes occupent environ 30 % de l'ensemble de ces emplois, les femmes y étant encore large-

ment majoritaires. Il faut cependant signaler que la proportion de femmes en emploi à temps partiel n'augmente à peu près plus depuis vingt ans, contrairement à ce qui se passait dans les années 1970 (voir la courbe du haut dans le graphique 16).

Professions et secteurs d'emploi

Il est difficile de comparer dans le temps l'évolution des effectifs dans les différentes professions compte tenu des nombreux changements qui interviennent sur le marché du travail. Par exemple, le travail de bureau s'est considérablement transformé depuis une vingtaine d'années avec l'arrivée des ordinateurs, sans oublier la réorganisation du travail au sein des entre-

Tableau 49
Type de professions en pourcentage selon le sexe,
Québec, 1991-1996

Types	1991			1996		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadres supérieurs	1,9	0,5	1,2	1,7	0,5	1,1
Gestionnaires et cadres intermédiaires	11,9	7,1	9,8	10,8	7,1	9,2
Professionnels	7,4	5,2	6,4	8,3	6,1	7,3
Semi-professionnels	3,2	9,3	5,9	3,2	9,6	6,1
Techniciens	8,8	10,0	9,4	8,8	10,7	9,7
Contremaîtres-superviseurs/policiers	5,1	1,9	3,7	4,7	2,0	3,5
Employés de bureau	6,1	27,1	15,4	6,4	24,7	14,6
Employés vente et service	16,7	21,3	18,7	17,3	20,9	18,9
Ouvriers et cols bleus	35,4	13,7	25,8	33,6	12,9	24,3
Exploitants agricoles, pêche et horticulture	1,7	0,6	1,2	1,6	0,7	1,2
Autres occupations	1,9	3,4	2,6	3,6	4,9	4,2
Total	100	100	100	100	100	100
N	1 972 310	1 565 335	3 537 640	1 944 100	1 592 100	3 536 205

Sources : Recensement du Canada, 1991, 1996. Données-échantillons (20 %), www.statcan.ca ; calculs de l'auteur.

prises. Il en va de même pour le travail manuel ou le travail sur la ferme. Les compétences requises peuvent aussi varier considérablement au sein d'un même secteur.

Le tableau 49 présente la distribution des types de professions selon le sexe construite à partir des données des deux derniers recensements. La gestion au sens large occupe une place plus importante dans les années 1990 avec un emploi sur dix et il en va de même pour les emplois de techniciens. Ces deux types d'occupations sont typiques du nouveau marché du travail qui s'est mis en place ces dernières années. Les femmes occupent une part un peu moindre que les hommes dans le premier de ces deux types — la gestion au sens large — mais non dans le second, les

emplois de techniciens. Dans ce dernier cas cependant, elles sont surtout concentrées dans les emplois qui impliquent des relations avec les personnes (techniques sociales, emplois techniques dans les hôpitaux ou l'administration) alors que les hommes sont plus nombreux comme techniciens dans le secteur des nouvelles technologies.

Le quart de la main-d'œuvre occupe des emplois d'ouvriers et de cols bleus, types de professions où l'on trouve moins de femmes, plus fortement représentées chez les employés de bureau, un type d'occupation dont l'importance relative est un peu en régression à la fin des années 1990. La part des occupations dans la vente et les services est stable. Il s'agit d'un type d'emplois qui, bien que les

Tableau 50
Secteurs d'emplois des personnes actives,
Québec, 1987-1998

Secteurs	1987	1990	1995	1998
Gestion	8,1	9,2	9,6	8,8
Affaires, finance et administration	19,2	19,0	17,4	17,0
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	4,0	4,4	4,9	5,7
Secteur de la santé	5,1	5,2	5,5	5,2
Sciences sociales, enseignement adm. publique et religion	6,0	5,6	6,6	6,8
Arts, culture, sports et loisirs	2,7	2,6	2,7	3,0
Ventes et services	23,1	23,4	23,2	23,3
Métiers, transport et machinerie	15,9	15,3	14,0	13,1
Professions propres au secteur primaire	3,5	3,0	3,0	3,3
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	9,5	10,0	9,1	9,5
Autre classification	3,0	2,3	4,0	4,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Statistique Canada, Statistiques chronologiques sur la population active, Ottawa, cat. 71-201; calculs de l'auteur.

Tableau 51
Secteurs d'emplois des personnes actives selon le sexe,
Québec, 1990-1998

Secteurs	1990		1995		1998	
	H	F	H	F	H	F
Gestion	11,3	6,6	11,8	6,8	10,5	6,8
Affaires, finance et administration	9,9	30,8	8,9	28,2	9,1	26,7
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	6,5	1,8	7,2	2,0	8,5	2,3
Secteur de la santé	2,0	9,4	2,2	9,6	2,3	9,0
Sciences sociales, enseignement, adm. publique et religion	4,2	7,3	5,3	8,3	5,0	9,1
Arts, culture, sports et loisirs	2,3	3,0	2,3	3,2	2,6	3,4
Ventes et services	19,8	28,0	19,1	28,4	19,5	28,0
Métiers, transport et machinerie	25,5	1,9	24,0	1,6	22,2	1,9
Professions propres au secteur primaire	4,3	1,3	4,5	1,2	4,6	1,5
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	12,1	7,3	10,9	6,7	11,7	6,8
Autre classification	2,0	2,6	3,9	4,0	3,9	4,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : Statistique Canada, Statistiques chronologiques sur la population active, Ottawa, cat. 71-201; calculs de l'auteur.

femmes y soient plus nombreuses, comprend une proportion importante d'hommes. On notera enfin que les emplois dans le secteur de l'exploitation agricole et horticole sont maintenant marginaux dans l'ensemble.

Les tableaux suivants (tableaux 50 et 51) présentent la distribution des secteurs d'emploi dans lesquels œuvre la population active depuis 1987. Soulignons qu'on retrouve dans chaque secteur une grande variété de professions. Par exemple, le secteur de la santé regroupe les médecins spécialistes, les techniciens de laboratoire, les infirmières, les préposés aux malades ou les personnes affectées à l'entretien. Les secteurs des sciences natu-

relles et appliquées, le secteur des sciences sociales et des arts et celui de la santé sont en croissance, alors que celui des emplois manuels est en régression.

Baisse du taux de syndicalisation

Le taux de syndicalisation a décliné de façon importante depuis 1990, passant de 46,9 % à 39,5 % en 1999 (tableau 52). Il demeure cependant beaucoup plus élevé que le taux observé aux États-Unis ou en France, par exemple.

Conflits de travail : après le calme, la tempête ?

On a observé une nette diminution des conflits de travail mesurés par différents

Tableau 52
Taux de syndicalisation, conflits de travail au cours de l'année, travailleurs touchés et jours-personnes perdus, Québec, 1970-1999

Année	Taux de syndicalisation	Conflits de travail		
		Déclenchés dans l'année	Travailleurs touchés	Jours-personnes perdus
1970	-	126	73 189	1 417 560
1975	-	362	135 765	3 204 930
1980	-	344	174 047	4 314 999
1985	-	270	44 491	1 143 768
1990	46,9	163	128 442	1 117 054
1991	48,5	138	43 096	641 787
1992	49,7	138	16 164	419 647
1993	46,4	142	47 361	516 984
1994	43,8	104	12 907	318 922
1995	41,9	76	47 944	508 659
1996	41,8	88	14 696	387 339
1997	41,4	86	22 502	324 020
1998	39,8	105	98 982	723 609
1999p	39,5	109	26 099	694 103

p Données préliminaires.

Une nouvelle procédure d'enregistrement des arrêts de travail entraîne désormais une augmentation du nombre de conflits dans les tableaux statistiques. Toute comparaison de ces nouveaux chiffres avec ceux de l'ancienne série de tableaux devient donc hasardeuse.

Source : Revue chronologique de la population active 1999, d'après l'Enquête sur la population active et calculs de l'auteur; Direction de l'information sur les milieux de travail.

indicateurs qui ont tous été en baisse durant les années 1990 : moins de conflits de travail, moins de travailleurs touchés et moins de jours-personnes perdus. Les années 1990 ont été nettement moins troublées par des conflits de travail que les années 1980, et surtout les années 1970. Cette tendance se maintiendra-t-elle ?

Quelques indices donnent à penser que les syndicats seront plus combatifs et revendicateurs dans les années à venir, compte tenu de la faiblesse des augmentations de salaires obtenues au cours des dernières années, de la reprise économique et de la fin des compressions budgétaires effectuées par les gouvernements fédéral et provinciaux. Cependant rien ne laisse présager un retour au climat conflictuel des années 1970.

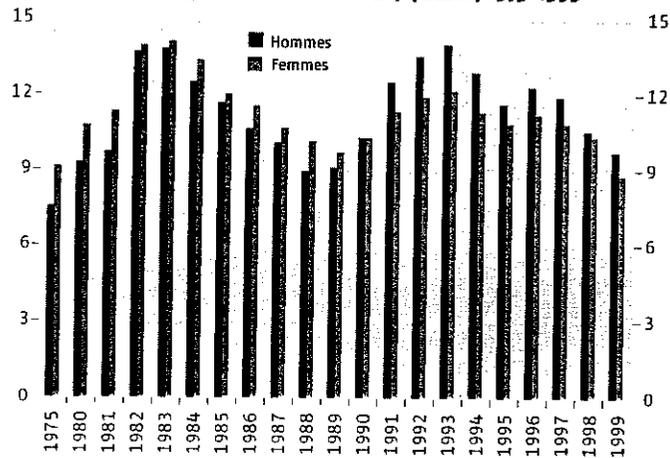
Le taux de chômage régresse après une longue période de hausse

Le taux de chômage évolue de manière cyclique. Après avoir atteint un sommet en 1983 (13,9 %), il a décliné jusqu'en 1989 (9,3 %), pour ensuite remonter jusqu'en 1993 (13,2 %). Il régresse de nouveau depuis cette date (graphique 17). Il était de 8,8 % en avril 2000, contre 9,3 % (moyenne de l'année) un an plus tôt.

Cependant, deux changements majeurs se sont produits depuis vingt ans dans la composition du groupe des chômeurs qui n'est plus tout à fait le même. Tout d'abord, les hommes chôment plus que les femmes au cours des années 1990, contrairement au début des années 1980 (graphique 18). Ensuite, il y a une hausse du taux de chômage dans la dernière

Graphique 17

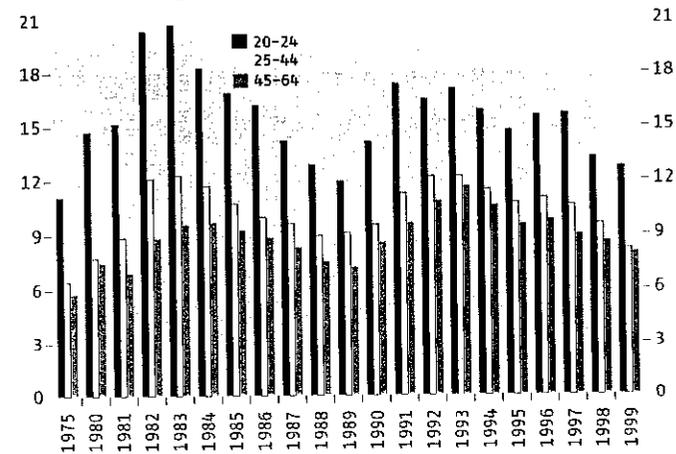
Taux de chômage en % selon le sexe, Québec, 1975-1999



Source : Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active, cat. 71-529, Cansim et Ecolstat, juin 1999.

Graphique 18

Taux de chômage en % selon le groupe d'âge, Québec, 1975-1999



Source : Statistique Canada, Moyennes annuelles de la population active, cat. 71-529, Cansim et Ecolstat, juin 1999.

moitié de la vie active, après 45 ans, comparativement aux chiffres du début des années 1980. Cette dernière évolution est sans doute liée à la hausse du taux de chômage chez les hommes. La situation s'est nettement améliorée dans le groupe des travailleurs plus âgés depuis le milieu des années 1990, après plusieurs années de détérioration.

Le chômage des jeunes s'atténue

Même s'ils ont toujours connu un haut taux de chômage, les jeunes sont quant à eux moins affectés dans les années 1990 qu'ils ne l'ont été au cours des années 1980 (graphique 18). Les jeunes de 15 à 24 ans ont quelque peu profité de la vigueur de l'économie. Le taux de chômage a régressé davantage dans ce groupe d'âge au cours des dernières années et il est maintenant de 12,7 %.

Revenus, pauvreté et inégalités

L'analyse de l'évolution des revenus et du niveau de vie est complexe, parce que les indicateurs le plus souvent retenus mesurent des aspects différents qui ne sont pas toujours bien distingués.

Les gains hebdomadaires réels des travailleurs salariés reculent au Québec

Considérons un premier indicateur : les gains hebdomadaires des salariés. Ceux-ci

Tableau 53

Gains hebdomadaires des salariés en dollars courants et constants (1998)
et rapport Qué./Ont., Québec et Ontario, 1983-1999

Année	Québec		Ontario		Rapport Qué./Ont.
	\$ courants *	\$ 1998	\$ courants *	\$ 1998	
1983	382,39	600,98	375,43	590,04	101,9
1984	396,01	596,47	397,33	598,46	99,7
1985	406,77	589,03	413,53	598,82	98,4
1986	415,48	577,77	432,19	601,00	96,1
1987	437,28	582,71	449,48	598,97	97,3
1988	451,24	577,89	476,49	610,23	94,7
1989	466,16	568,85	507,32	619,08	91,9
1990	496,98	578,48	523,61	609,48	94,9
1991	517,88	571,00	554,12	610,96	93,5
1992	535,72	581,78	575,14	624,58	93,1
1993	542,31	578,54	589,10	628,45	92,1
1994	549,43	584,96	606,65	645,88	90,6
1995	551,77	575,07	607,44	633,09	90,8
1996	553,36	567,47	631,48	647,58	87,6
1997	565,67	570,93	638,90	644,84	88,5
1998	570,59	570,59	645,70	645,70	88,4
1999	572,24	562,38	649,04	637,86	88,2

* Juin de chaque année

Source : Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail 1998*, cat. 72-002-XPB (tableau 9). Calculs de l'auteur.

comprennent l'ensemble des revenus gagnés par les personnes salariées, y compris les revenus tirés du travail supplémentaire. Cet indicateur mesure à la fois les revenus gagnés et les heures travaillées. Ces gains, exprimés en dollars courants, sont en hausse depuis 1983, mais il s'agit en fait d'une illusion puisque, transformés en dollars constants de 1999, ils sont en réalité en recul de 6,4 %, étant en effet passés de 601 \$ en 1983 à 563 \$ en 1999 (tableau 53).

Cette absence d'augmentation réelle des gains a été maintes fois décrite comme un trait typique du marché du travail contemporain. Si nous comparons la situation du Québec avec celle de l'Ontario, il ne semble pas que tel soit le cas puisque, dans la province voisine qui sert souvent

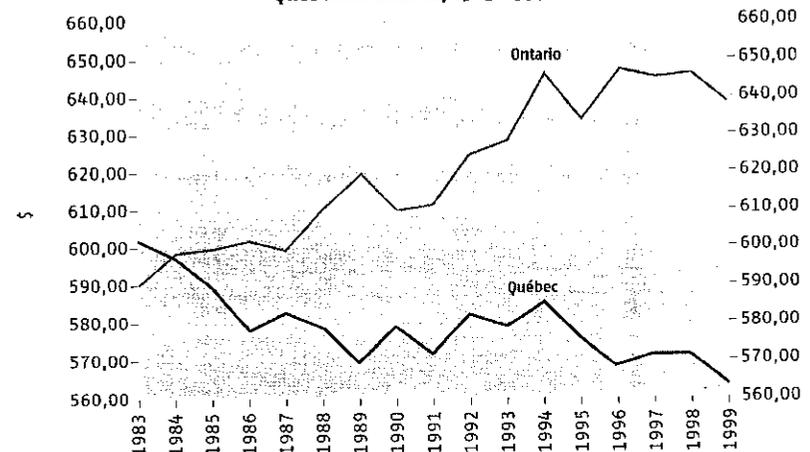
de référence privilégiée, l'évolution contraire s'est produite, les gains réels des salariés progressant de 8,1 %, soit de 590 \$ à 638 \$ en dollars de 1999 (graphique 19). L'écart entre le Québec et l'Ontario s'est agrandi de façon marquée ces dernières années, comme le montre le ratio des gains dans les deux provinces, les salariés québécois gagnant en moyenne 88 % des gains des salariés ontariens en 1999, alors qu'il y avait parité relative entre les deux groupes 15 ans plus tôt.

La réduction de l'écart de revenus entre hommes et femmes s'est arrêtée

Les femmes qui travaillent à temps plein gagnent maintenant 75 % du revenu

Graphique 19

Gains hebdomadaires des salariés en dollars constants (1998),
Québec et Ontario, 1983-1999



Source : Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail 1998*, cat. 72-002-XPB (tableau 9). Calculs de l'auteur.

moyen des hommes, contre 61 % en 1973 (tableau 54). Le revenu gagné réel moyen des hommes travaillant à temps plein a peu augmenté depuis vingt ans, alors que celui des femmes travaillant aussi à temps plein a progressé plus vite, réduisant ainsi les écarts.

La réduction des écarts entre les deux sexes ne s'est pas poursuivie durant les années 1990, puisque le ratio est relativement stable depuis 1992 et qu'il n'a presque pas bougé en six ans (soit jusqu'en 1997, date des dernières statistiques disponibles). Cet arrêt d'une tendance bien présente auparavant survient au moment où sont implantés dans les entreprises des programmes d'équité en matière de rémunération du travail dans les professions féminisées. Cette intervention va-t-elle relancer la réduction des écarts de

gains entre hommes et femmes? Pas nécessairement, puisque d'autres facteurs que la discrimination en sont aussi la cause.

Cet écart de revenu moyen entre hommes et femmes est, faut-il le rappeler, l'une des statistiques les plus connues et les plus citées. Le ratio de 0,75 est souvent présenté, dans les débats publics, comme une mesure de l'iniquité des revenus entre hommes et femmes. Cette lecture doit être nuancée.

En fait, plusieurs raisons expliquent un tel écart. Outre l'iniquité salariale — salaires moindres pour les emplois majoritairement occupés par les femmes et équivalents à d'autres emplois majoritairement occupés par des hommes —, il faut aussi prendre en considération les différences dans le capital humain (les

Tableau 54

Gains annuels totaux moyens des hommes et des femmes travaillant à temps plein en dollars constants de 1998 et en indice et rapport F/H, Québec, 1973-1997

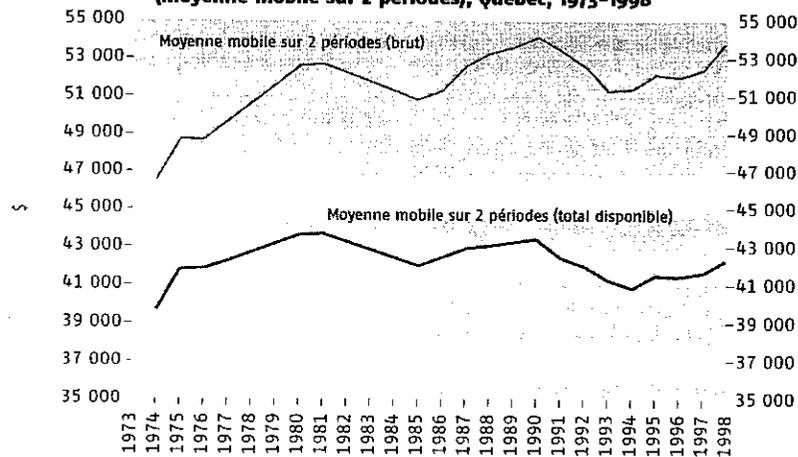
Année	Hommes \$ 1998	Femmes \$ 1998	Hommes Indice	Femmes Indice	Rapport F/H
1973	37 907	23 086	100	100	0,609
1975	39 454	24 836	104	108	0,629
1981	40 075	26 785	106	116	0,668
1985	39 765	27 152	105	118	0,683
1990	41 375	28 350	109	123	0,685
1995	39 662	29 681	105	129	0,748
1996	41 050	31 080	108	135	0,757
1997	40 097	29 954	106	130	0,747

Les données pour l'année 1998 seront publiées au cours de l'automne 2000. Voir à l'adresse suivante pour la mise à jour : www.soc.ulaval.ca/tendances
Source : Statistique Canada, cat. 13-217 (Tableau 2). Calculs de l'auteur.

hommes plus âgés sont souvent plus scolarisés et ils ont plus d'ancienneté que les femmes), les différences dans les modes de vie et les préférences pour le temps de loisir. Les femmes employées à temps plein travaillent moins d'heures que les hommes également employés à temps plein, notamment parce que celles-ci

Graphique 20

Revenu moyen brut et disponible des familles en dollars constants (1998) (moyenne mobile sur 2 périodes), Québec, 1973-1998



Source : Statistique Canada, cat. 13-210; Statistique Canada, *Le revenu au Canada*, Ottawa, cat. 75-202. Calculs de l'auteur.

Tableau 55

Revenu moyen brut et disponible des familles en dollars courants et constants (1998) et rapport entre revenu disponible et revenu total, Québec, 1973-1998

Année	Revenu des familles Brut		Revenu des familles Disponible		Rev. disp./ rev. brut %
	\$ 1998	Courant	\$ 1998	Courant	
1973	46 462	12 024	39 642	10 259	85,3
1975	48 626	15 446	41 773	13 269	85,9
1980	52 618	25 389	43 574	21 025	82,8
1985	50 781	35 068	42 073	29 055	82,9
1986	51 844	37 282	42 607	30 639	82,2
1987	53 454	40 113	43 154	32 384	80,7
1988	52 928	41 328	42 854	33 462	81,0
1989	54 185	44 403	43 584	35 716	80,4
1990	54 032	46 419	43 007	36 948	79,6
1991	52 907	47 985	41 899	38 001	79,2
1992	52 072	47 950	42 004	38 679	80,7
1993	50 218	47 073	40 244	37 724	80,1
1994	52 309	49 132	41 463	38 945	79,3
1995	51 956	49 851	41 248	39 577	79,4
1996	52 083	50 788	41 413	40 383	79,5
1997	52 738	52 252	41 721	41 337	79,1
1998	54 930	54 930	42 787	42 787	77,9

Source : Statistique Canada, cat. 13-210. Calculs de l'auteur.

consacrent plus de temps aux tâches domestiques et les hommes, plus de temps au travail salarié. Le nombre moyen d'heures travaillées par les personnes employées à temps plein est rarement pris en compte dans les débats sur les écarts de revenus entre les sexes. Tous ces facteurs combinent leurs effets pour créer un écart de revenus entre hommes et femmes. Rappelons enfin que les différences de revenus entre hommes et femmes célibataires sont beaucoup moins marquées, ce qui confirme que le mode de vie exerce aussi un important effet sur les revenus, en plus des caractéristiques associées au monde du travail.

Le revenu familial a atteint un nouveau sommet, après six années de rattrapage

Du milieu des années 1970 au milieu des années 1980, le revenu familial brut total (le revenu de marché) a augmenté notamment à cause de l'avènement du double revenu dans les couples. Cette hausse a cependant été plus faible par la suite durant les années 1980 et 1990, évoluant au fil des cycles économiques (graphique 20). Le revenu familial moyen exprimé en dollars constants a atteint 54 930 \$ en 1998 (dernière année disponible), un sommet encore jamais atteint jusque-là après six années de croissance (tableau 55). Le

revenu familial a donc mis dix ans à dépasser le dernier sommet atteint en 1989.

Le revenu familial disponible (après impôts directs) s'est cependant élevé moins vite que le revenu du marché et il n'a pas encore dépassé le sommet atteint en 1989, parce que les contributions payées par les citoyens à l'État et les impôts directs ont progressé plus vite que les revenus du marché. Depuis 1980, l'État prélève une part plus grande des revenus réels des ménages. Ce résultat va dans le sens des observations faites plus haut à partir de l'examen de la comptabilité nationale. Cette analyse est basée sur l'examen des dernières données disponibles qui portent sur l'année 1998. Elle ne reflète donc pas les changements qui ont pu survenir par la suite avec l'allègement de la charge fiscale, qui s'étendra cependant sur plusieurs années avant de produire ses véritables effets.

L'impôt et les paiements de transferts réduisent les inégalités de revenus

On observe une augmentation des inégalités de revenus bruts totaux (revenus de travail et revenus de placements) entre les ménages comprenant deux personnes ou plus¹³ (tableau 56). Les profonds changements qui ont marqué le marché du travail ces dernières années ont sans conteste contribué à faire augmenter les inégalités socioéconomiques, sans oublier les mutations qui marquent les modes de vie, comme le divorce et le travail salarié des deux conjoints. Le double revenu étant devenu la norme, les ménages qui ne comptent que sur un seul pourvoyeur (les familles monoparentales, par exemple) sont distancés par les autres.

Les ménages formés de personnes vivant seules sont plus inégaux entre eux

que ne le sont les ménages de deux personnes ou plus, comme l'indiquent les coefficients de GINI qui sont systématiquement plus élevés.

L'impôt sur le revenu et les paiements de transfert aux individus réduisent considérablement les inégalités entre les ménages. Cette observation est importante, car elle montre que ces deux grands mécanismes de réduction des inégalités, caractéristiques du mode de fonctionnement de l'État providence, continuent de fonctionner. La colonne 2 du tableau 56 montre bien une réduction des coefficients de GINI lorsqu'on inclut les paiements de transferts dans le calcul du revenu total des familles et des personnes seules. Ce coefficient diminue encore lorsqu'il est calculé pour les revenus totaux après impôts des ménages.

Les changements importants observés dans les politiques publiques (abolition des allocations familiales, remise en cause de l'universalité du programme de sécurité du revenu de la vieillesse, faible indexation de l'aide de dernier recours, modifications radicales au programme de l'assurance-emploi, etc.) et surtout les baisses d'impôts qui sont annoncées (déjà en vigueur dans plusieurs provinces et discutées au Québec) risquent d'accroître la hausse des inégalités dans les années à venir. Les données des dernières années portant sur les revenus nets donnent à penser que la tendance est déjà amorcée (voir la dernière colonne du tableau 55, le coefficient de GINI passant de 0,276 en 1993 à 0,303 en 1998 dans le cas des ménages comptant au moins deux personnes).

Nous avons calculé une autre mesure susceptible de caractériser les inégalités entre les ménages : le rapport inter-déciles (D_1/D_9). Cette mesure consiste à diviser le

Tableau 56

Coefficients de GINI des ménages ayant deux personnes ou plus et des personnes seules selon des concepts de revenus différents, Québec, 1989-1998

Année	Revenus avant transferts (1)	Revenus totaux (2)	Revenus après impôts (3)	Rapport 3/2 (4)
2 personnes et plus				
1989	0,400	0,320	0,277	0,866
1990	0,414	0,326	0,282	0,865
1991	0,435	0,338	0,291	0,861
1992	0,423	0,322	0,277	0,860
1993	0,426	0,322	0,276	0,857
1994	0,439	0,334	0,282	0,844
1995	0,438	0,337	0,286	0,849
1996	0,447	0,346	0,297	0,858
1997	0,452	0,353	0,307	0,870
1998	0,452	0,355	0,303	0,854
Personnes seules				
1989	0,566	0,378	0,324	0,857
1990	0,580	0,397	0,335	0,844
1991	0,588	0,398	0,337	0,847
1992	0,602	0,395	0,334	0,846
1993	0,598	0,385	0,328	0,852
1994	0,601	0,392	0,326	0,832
1995	0,586	0,390	0,326	0,836
1996	0,585	0,402	0,341	0,848
1997	0,586	0,402	0,347	0,863
1998	0,601	0,412	0,347	0,842

Source : Statistique Canada, *Revenu après impôt, répartition selon la taille du revenu au Canada*, Ottawa, cat. 13-210, Statistique Canada, *Le revenu au Canada*, Ottawa, cat. 75-202.

revenu du ménage situé au 10^e rang dans la distribution (D_1) par celui du ménage situé au 90^e rang (D_9). Elle permet de voir si la distance entre les ménages à faibles revenus et les ménages ayant les revenus les plus élevés est stable ou non dans le temps. Nous utilisons dans le tableau 57 diverses définitions du revenu.

D'après l'analyse des revenus de marché (revenus de travail et de placements), la distance entre pauvres et riches s'agrandit depuis le milieu des années 1980. Les

paiements de transferts et l'impôt sur le revenu réduisent cette distance, ce qui va dans le sens des observations tirées de l'examen des coefficients de GINI. Les données pour la dernière année disponible donnent à penser que l'hypothèse d'une reprise à la hausse de la croissance des inégalités dans les prochaines années se confirmera, puisque la distance entre les ménages à bas et à hauts revenus s'accroît quelque peu. Le phénomène est cependant moins visible au Québec.

Tableau 57
Rapport inter déciles (D1/D9) selon des concepts
de revenus différents, Québec, 1969-1998

Types de revenus	1969	1982	1986	1992	1996	1997	1998
Revenus de marché	0,187	0,129	0,126	0,118	0,112	0,107	0,087
Revenus après impôts	0,177	0,153	0,140	0,145	0,145	0,134	0,128
Revenus nets	0,201	0,191	0,178	0,198	0,190	0,179	0,175
Revenus disponibles par unité	0,260	0,261	0,262	0,277	0,265	0,247	0,253

Source: Micro-données de l'enquête sur les dépenses des familles de Statistique Canada, calculs de l'auteur.

société qui s'est moins engagée dans la réduction des impôts des ménages à haut revenu que les autres provinces populaires du Canada (l'Alberta et l'Ontario en particulier). Or, l'examen des mesures d'inégalité qui caractérisent le Canada montre clairement que l'hypothèse avancée d'une reprise de la croissance des inégalités se confirme. Cette comparaison confirme l'efficacité des mesures de redistribution des revenus mises en place par l'État providence depuis les trente dernières années.

La composition du ménage joue un rôle important dans l'inégalité. Les ménages situés au bas de l'échelle sont le plus souvent formés de familles monoparentales et les ménages à revenus plus élevés ont en moyenne davantage d'enfants. L'examen du rapport inter déciles calculé sur le revenu disponible par unité de consommation (une mesure qui tient compte de la composition du ménage) indique que la distance entre ménage à bas revenus et à hauts revenus serait restée assez stable au cours des vingt dernières années.

La pauvreté et la faiblesse du revenu : deux phénomènes assez stables

Statistique Canada ne propose pas de mesure officielle de la pauvreté. L'organisme statistique construit plutôt un seuil de faible revenu (SFR) qu'il ne faut pas confondre avec une mesure de la pauvreté. Cette mise en garde est importante, car les études techniques montrent que la façon de calculer le SFR noircit la situation dans les provinces où les revenus sont les moins élevés (en Atlantique et au Québec). Le SFR est très sensible au coût du logement par exemple, plus élevé en Ontario et dans les deux provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, ce qui affecte artificiellement à la hausse la mesure de la faiblesse du revenu ailleurs au Canada, et par conséquent au Québec ou dans les Maritimes. En simplifiant, le SFR mesure la difficulté qu'auraient les ménages du Québec à se loger en Ontario avec leurs ressources, ce qui n'a pas trop de sens. Par ailleurs, cette mesure est de plus en plus sensible à l'inégalité des revenus, une réalité qu'il ne faut pas confondre avec la pauvreté. Une nouvelle mesure de la pauvreté à partir d'une approche basée sur le coût du panier de consommation dans les différentes régions est en construction, à

Tableau 58
Proportion des ménages formés de personnes seules et des ménages
de 2 personnes et plus et proportion totale des personnes sous le seuil de faible
revenu (SFR) et sous la mesure de faible revenu (MFR)
de Statistique Canada, Québec, 1980-1998

Année	SFR (base 1992)			MFR	
	Ménages 1 personne	Ménages 2 et +	Personnes au total	Ménages 1 personne	Ménages 2 et +
1980	52,0	16,5	19,3	42,2	16,4
1985	52,4	16,9	20,4	39,5	14,4
1986	51,4	16,7	20,0	41,2	14,9
1987	47,8	16,5	19,7	38,2	15,0
1988	50,5	16,3	19,8	42,0	15,2
1989	45,2	12,3	16,3	39,1	13,9
1990	46,9	14,6	19,2	39,5	14,4
1991	46,9	15,2	19,4	37,6	14,5
1992	48,7	14,6	19,0	36,7	13,2
1993	48,4	16,6	20,8	35,2	14,1
1994	49,3	15,7	20,5	36,1	14,4
1995	46,8	16,8	21,3	35,9	14,1
1996	46,6	18,2	22,6	36,0	14,7
1997	47,0	18,4	22,9	34,3	14,7
1998	47,3	17,3	22,1	n.d.	n.d.

N.B. : Le seuil calculé sur la base 1992 a été révisé en 1995, ce qui explique l'existence de quelques écarts avec les données déjà publiées antérieurement par l'organisme. Le seuil MFR a aussi été révisé.

Source : Statistique Canada, *Répartition du revenu au Canada selon la taille*, Ottawa, cat. 13-207, cat. 13-582, cat. 75-202 et données non publiées.

la demande de la conférence des premiers ministres des provinces, mais il faudra attendre encore un certain temps pour obtenir de nouvelles données sur cette base. Les premiers travaux préparatoires indiquent cependant que le taux de pauvreté baisse au Québec de façon importante (à comparer avec le SFR), notamment parce que le coût du logement y est moins élevé.

Revenons au seuil de faible revenu tel qu'il est calculé par Statistique Canada. Depuis 1980, le SFR est resté assez stable au Québec dans le cas des ménages formés de deux personnes ou plus, soit autour de 16%, évoluant un peu à la hausse ou à la

baisse selon la conjoncture économique avec un creux en 1990 (tableau 58). Une reprise à la hausse est à noter depuis l'année 1996, mais il est difficile de l'interpréter comme signifiant une reprise à la hausse de la pauvreté, car le SFR est sensible aussi à l'inégalité des revenus entre le Québec et l'Ontario, qui a été décrite plus haut. Par ailleurs, la proportion de ménages à faible revenu se maintient à un niveau élevé chez les personnes vivant seules (autour de 48%), après avoir régressé durant les années 1980.

Au total, on peut estimer qu'un peu plus de 20% de l'ensemble des personnes vivent dans une situation de faiblesse du

revenu au Québec, et cette proportion est assez stable depuis 15 ans, avec une petite diminution au début des années 1990.

Il existe une autre mesure de faible revenu, le MFR, qui se rapproche davantage d'une définition opératoire de la pauvreté qui est maintenant employée par un grand nombre de pays aux fins de comparaisons internationales¹⁴. La tendance qui caractérise la mesure de faible revenu (MFR) suit de près le seuil de faible revenu analysé plus haut et elle indique peu de changement dans le cas des ménages comptant au moins deux personnes. Le taux de pauvreté mesuré par le MFR était de 14,7 en 1997 (dernière année disponible pour cette mesure). Une tendance — peu marquée cependant — à la réduction du taux de pauvreté dans les ménages d'une seule personne apparaît durant la même période. Cette mesure donne à penser que le taux de pauvreté serait somme toute assez stable depuis vingt ans au Québec.

Les pauvres, une population mouvante

La population des pauvres est mouvante. Selon une étude publiée par Statistique Canada en 1997, effectuée à partir de données d'enquête par panel menées en 1993 et 1994, un peu moins la moitié des ménages pauvres ne l'étaient plus après deux ans, ayant été remplacés par un contingent à peu près équivalent de nouveaux pauvres. La pauvreté est donc un état temporaire ou transitoire pour une proportion importante des ménages. Il ressort aussi de cette étude que l'incidence de la pauvreté est importante puisque plus de ménages peuvent être pauvres à un moment ou à un autre au cours d'une certaine période.

Pour un tiers des ménages, l'entrée dans l'état de pauvreté a été causée par la perte d'un membre à la suite d'un divorce ou d'une mortalité. La même proportion de ménages a pu quitter l'état de pauvreté à la suite de l'arrivée d'un nouveau gagnepain. L'autre facteur déterminant est l'entrée ou la sortie du marché du travail. Cette étude montre bien que les changements qui marquent le mode de vie sont à peu près aussi importants que la participation au marché du travail pour expliquer la sortie ou l'entrée dans l'état de pauvreté.

La dépendance vis-à-vis de l'aide sociale régresse

La progression continue depuis 1990 du nombre de personnes vivant de l'aide sociale a atteint un sommet en 1996 (815 487) et ce nombre a régressé à 618 896 en mars 2000, une diminution de 24 % (tableau 59). La diminution est importante, il faut le noter, puisqu'une personne sur quatre a quitté l'aide de dernier recours en cinq ans. Les personnes qui vivent de l'aide sociale représentent 10,3 % de la population âgée de 0 à 64 ans (graphique 21).

Au total, 391 863 ménages recevaient l'aide de dernier recours au 31 mars 2000, soit 19,3 % de moins que le sommet atteint en 1996 (485 261). Le nombre de ménages qui reçoit de l'aide sociale décroît donc moins rapidement que le nombre de personnes. Sur une longue période (soit depuis 1970), la croissance du nombre de ménages recevant de l'aide sociale est importante, tant en indice (+89 % en vingt-cinq ans) qu'en proportion et elle a été beaucoup plus rapide que l'augmentation du nombre de personnes (+20 %), ce qui s'explique par la multiplication des petits ménages, essentielle-

Tableau 59

Personnes et ménages bénéficiaires de l'aide sociale (au 31 mars) en nombre, en indice et en proportion de la population âgée de 0-64 ans, Québec, 1970-2000

Année	Personnes			Ménages		
	Nombre	Indice	En % de la population 0-64 ans	Nombre	Indice	En % du nombre de ménages
1970	515 760	100	9,2	206 971	100	14,9
1975	419 558	81	7,3	198 219	96	12,2
1980	512 068	99	8,8	285 174	138	-
1981	533 080	103	9,1	302 435	146	16,3
1982	561 868	109	9,5	325 456	157	-
1983	675 788	131	11,4	396 997	192	-
1984	706 934	137	11,9	415 413	201	-
1985	708 677	137	11,9	424 790	205	-
1986	693 874	135	11,8	416 336	201	21,0
1987	649 555	126	11,0	390 366	189	-
1988	594 016	115	10,0	358 067	173	-
1989	559 298	108	9,1	340 837	165	-
1990	555 907	108	9,0	343 874	166	-
1991	594 879	115	9,8	366 215	177	16,8
1992	674 874	131	11,0	413 387	200	-
1993	741 387	144	11,6	450 675	218	-
1994	787 159	153	12,3	472 939	229	-
1995	802 240	156	12,4	479 381	232	-
1996	815 487	158	12,6	485 261	234	21,1
1997	793 307	154	12,4	476 948	230	-
1998	725 668	141	11,2	447 476	216	-
1999	661 276	128	10,3	410 554	198	-
2000	618 896	120	9,5	391 863	189	-

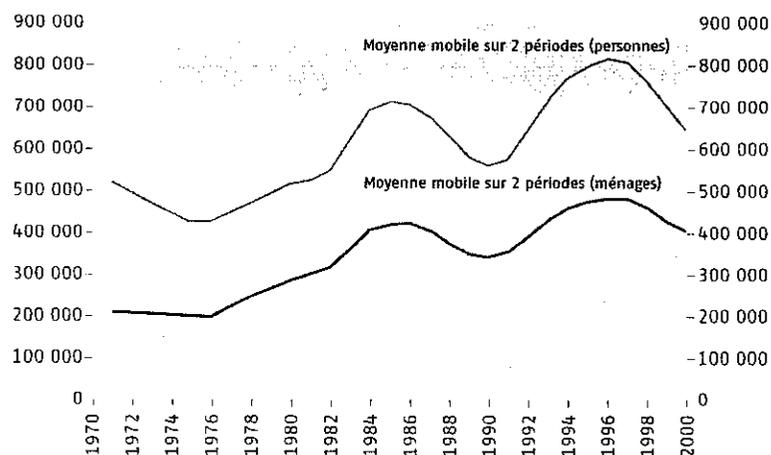
Source : Gouvernement du Québec, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu*, éditions 1989 et 1993. Québec; ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu. Calculs de l'auteur.

ment formés de personnes seules et de familles monoparentales.

Environ les deux tiers des ménages qui ont reçu de l'aide sociale sont formés de personnes vivant seules (tableau 60). Les familles monoparentales constituent le second type en importance de ménages qui bénéficient de cette aide. On le voit, environ 82,7 % des ménages qui reçoivent l'aide directe de l'État ont à leur tête un

seul adulte, ce qui est bien révélateur que la dépendance va de pair avec un certain isolement social. La vie en couple ou la vie de famille donnent aux individus sans ressources propres le support matériel pour vivre, mais lorsque survient une crise dans le couple ou la famille, bon nombre d'individus ne peuvent subvenir seuls à leurs besoins et ils doivent alors compter sur l'aide de l'État. Celle-ci permet à des

Graphique 21
Nombre de personnes et de ménages bénéficiaires de l'aide sociale
(au 31 mars) (moyenne mobile sur 2 périodes), Québec, 1970-2000



Source : Gouvernement du Québec, Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu, éditions 1989 et 1993, Québec; ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu. Calculs de l'auteur.

Tableau 60
Ménages et personnes bénéficiaires de l'aide sociale
selon le type de ménages, Québec, 2000

Types de ménages	Personnes			
	Ménages*	Adultes	Enfants	Total
personnes seules**	269 660 (68,8)	269 660 (43,5)	-	269 660 43,5
couples sans enfant	22 516 (5,7)	45 032 (7,3)	-	45 032 7,3
couples avec enfants	30 356 (7,7)	60 712 (9,8)	62 976 (10,2)	123 688 (20,0)
familles monoparentales	69 331 (17,7)	69 331 (11,2)	111 185 (18,0)	180 516 (29,2)
Total	N %	391 863 (100)	444 735 (71,8)	174 161 (28,2)
				618 896 (100)

* Données officielles non ajustées.

** Comprend 889 conjoints d'étudiants.

Source : Ministère de la Sécurité du revenu, calculs de l'auteur.

personnes en difficulté de vivre seules, ce qui était à peu près impossible avant 1970.

Plus de 72 % des bénéficiaires de l'aide de dernier recours étaient des adultes et

28 % des enfants, soit 174 161 au 31 mars 2000. Les deux tiers de ces enfants vivaient dans des familles monoparentales.

Consommation

La proportion de ménages propriétaires continue d'augmenter

L'accès à la propriété progresse lentement et la proportion de propriétaires de leur logement a augmenté à 55,8% en 1997 (tableau 61). Le taux de propriétaires est plus élevé dans les petites villes et à la campagne que dans les grands centres.

Diffusion rapide de nouveaux biens durables

L'équipement de base nécessaire à la vie quotidienne est maintenant à peu près

présent dans tous les ménages : système de chauffage, chauffe-eau, cuisinière, frigidaire, machines à laver et à sécher le linge, téléphone, radio, télévision couleur font partie de l'équipement standard, y compris dans les jeunes ménages et les ménages à faible revenu. Ce constat passe aujourd'hui pour une évidence, mais il faut se rappeler qu'il était loin d'en être ainsi il y a vingt ans encore.

De nouveaux équipements ménagers et de nouveaux biens durables continuent de se répandre dans les foyers. Le four à

Tableau 61
Taux de possession du logement et de certains équipements
dans le ménage, Québec, 1986-1997

Articles possédés	1986	1990	1997
% de propriétaires	53,6	55,2	55,8
Lave-linge	81,2	84,9	85,7
Lave-vaisselle	39,6	43	48,5
Four à micro-ondes	26,7	65,5	84,7
BBQ au gaz	16,2	34,9	45,5
Appareil climatiseur	13,7	13,3	16,0
Lecteur disques compacts	*	13,7	54,5
Magnétoscope	34,1	63,2	80,4
Caméscope	*	4,9	13,8
Télé-couleur	58,4	57,6	48,7
une	*	39,4	50,6
deux ou plus			
Câble	56,2	63,2	66,3
Micro-ordinateur	8,7	12,4	27,7
Auto	53,5	54,5	51,6
une	19,1	21,6	18,7
deux ou +			
Camion et minivan	12,6	13,8	21,3

* Ne s'applique pas ou article non mentionné dans le rapport d'enquête.

Sources : Statistique Canada. Équipement ménager selon le revenu et d'autres caractéristiques, cat. 13-218, 1997 (tableau 1.5).

micro-ondes est devenu un bien essentiel en moins de dix ans, alors que le lave-vaisselle s'est répandu moins rapidement. En dix ans le BBQ au gaz s'est retrouvé dans presque la moitié des ménages, mais sa diffusion ne dépassera sans doute pas la proportion de ménages propriétaires de leur logement, pour des raisons de sécurité (les locataires n'ayant généralement pas l'espace nécessaire ni l'autorisation d'avoir un tel équipement).

Le taux de possession d'une voiture n'augmente plus depuis 10 ans mais la proportion de ménages équipés d'un camion ou d'une fourgonnette (minivan) est en nette hausse. Si les ménages ont acquis de nombreux biens d'équipement ménager durant les années soixante et soixante-dix, ils se sont massivement équipés d'une grande panoplie d'équipements électroniques reliés aux loisirs durant les années 1980 dont la consommation était encore en hausse en 1997. Presque tous les ménages ont la télé couleur et la moitié d'entre eux ont même deux postes ou plus, le magnétoscope est présent dans 80 % des ménages, la moitié des ménages ont un lecteur de disques compacts et le câble est présent dans les deux tiers des foyers. Ces biens font maintenant eux aussi partie de l'équipement de base.

L'ordinateur est de plus en plus présent

L'ordinateur personnel est présent dans un foyer sur quatre d'après Statistique Canada et dans un foyer sur trois d'après l'enquête sur les pratiques culturelles du ministère de la Culture du Québec. Après un lent départ, le taux de possession d'un micro-ordinateur à la maison est en nette progression chaque année. D'autres biens, tels que les fours à micro-ondes, les

magnétoscopes et les BBQ au gaz, pour ne citer que trois exemples, se sont répandus plus rapidement parce qu'ils avaient trouvé une utilité immédiate dans le foyer. Le micro-ordinateur a tardé à trouver la sienne aussi vite. Sans doute est-ce la communication avec l'extérieur qui va lui permettre de trouver son véritable créneau dans le foyer. Les loisirs, la vie quotidienne, les activités d'apprentissage et les relations sociales, sans oublier le travail au foyer, exigent de communiquer avec l'extérieur et il est possible d'utiliser l'ordinateur pour chacune de ces activités.

Deux facteurs contribuent à l'extension du taux de possession d'un ordinateur domestique: la simplification de la manipulation et le développement de nouveaux usages. L'apprentissage des micro-ordinateurs s'avère plus long et plus complexe que celui d'autres biens durables. Mais le développement de nouveaux logiciels conviviaux a simplifié son utilisation et on peut entrevoir le jour où il deviendra sans doute aussi simple de faire fonctionner un ordinateur que de téléphoner (compte tenu que l'utilisation du téléphone se complexifie de son côté!). Par ailleurs, le nombre de personnes qui ont une connaissance pratique des ordinateurs sur le marché du travail augmente, sans oublier les jeunes générations qui se familiarisent tôt avec cet appareil.

Les divertissements à la maison et la communication avec l'extérieur impliquent des dépenses pour des biens durables et des services nouveaux. De nouveaux moyens de communication par satellite concurrencent déjà le câble et les compagnies qui offrent les services se livrent une guerre de prix; les ménages les plus fortunés s'équipent de biens sophistiqués sur le plan technique: cinéma maison, soucoupe sur le toit, etc. La

communication par Internet se développe aussi rapidement, et le commerce électronique va sans doute donner une impulsion nouvelle à ce moyen de communication de mieux en mieux maîtrisé.

Une structure de dépenses en profonde mutation

La structure des dépenses des ménages est en profonde mutation depuis trente ans¹⁵ (tableau 62). Deux fonctions de consommation sont en régression dans le budget moyen des ménages comptant au moins deux personnes: l'alimentation et l'habillement, ce qui libère des ressources pour les autres fonctions qui elles sont en croissance. En d'autres termes, le revenu discrétionnaire des ménages — le revenu dont on peut librement disposer une fois satisfaites les dépenses pour les biens et services de première nécessité — aug-

mente et de nouveaux besoins peuvent être satisfaits. Logement, transports, loisirs, protection sont les fonctions de consommation qui ont profité de l'avènement de ce revenu discrétionnaire.

Depuis 1978, les ménages doivent assumer une part plus importante des dépenses pour la santé et l'éducation, deux fonctions de consommation qui pèsent plus lourd dans les budgets. Le virage ambulatoire et les compressions dans les dépenses publiques impliquent que les ménages assument une part plus grande de dépenses. Une autre raison explique cette hausse. De nouveaux biens et services ont fait leur apparition et cela contribue aussi à la hausse des dépenses moyennes et de la part du budget consacrée à ces dernières. Donnons des exemples. De nouvelles technologies permettent de corriger la vision des per-

Tableau 62

Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages pondérées par la taille de l'unité de consommation selon le poste de dépense, ménages de deux personnes et plus, Québec, 1969-1998

Poste	1969	1978	1982	1986	1992	1996	1997	1998
Alimentation	29,0	26,3	24,5	23,0	21,0	20,9	20,6	20,1
Logement	20,0	21,1	23,4	22,5	24,1	25,3	26,3	27,0
Transport	11,5	13,9	13,8	14,9	15,1	13,5	14,0	13,1
Loisirs	7,3	7,9	7,8	8,6	8,8	8,6	9,9	10,7
Habillement	11,2	9,4	8,2	8,3	6,8	6,1	6,1	5,5
Équipement	5,2	6,6	5,4	5,8	5,3	5,2	5,5	5,5
Protection	5,4	5,8	6,4	6,0	7,3	8,1	7,8	7,9
Santé	5,9	3,5	4,1	4,3	4,5	4,6	4,4	5,2
Éducation	1,1	1,2	1,5	1,7	1,9	2,5	2,6	2,1
Divers	3,3	4,2	4,9	4,8	5,3	5,1	2,8	2,7
Total %	100	100	100	100	100	100	100	100
\$ courants	7 607	17 000	23 941	30 397	36 758	37 220	37 792	39 254
N (personnes)	10 251	5 362	4 816	5 311	4 587	4 580	7 902	6 736
(ménages)	3 472	2 016	1 754	2 076	1 900	1 947	3 393	2 871

Source: Micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1969 à 1998, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

sonnes ayant des problèmes de myopie, mais ces dépenses ne sont pas couvertes par l'État. Il en va de même pour les nouvelles technologies en matière de soins dentaires (implants au titane, couronnes, etc.). Des personnes n'hésitent pas à s'acheter plusieurs paires de lunettes, et le coût de celles-ci peut varier à la hausse selon la qualité retenue ou le design. Il en va de même en matière d'éducation. Plusieurs étudiants participent à des programmes d'échange à l'étranger, plus fréquent maintenant qu'il y a dix ans, ce qui contribue à hausser le coût des études supérieures. On le voit, la hausse de la part du budget consacrée à certaines fonctions augmente aussi parce que le panier de biens et services se transforme.

En croissance : logement, transport, loisirs et protection

Quatre fonctions de consommation sont en croissance dans la structure des budgets des ménages : le logement, le trans-

port, les loisirs et la protection (assurances de toutes sortes). La proportion plus élevée des dépenses faites pour ces diverses fonctions de consommation révèle que les ménages expriment de nouveaux besoins et que les dépenses pour les satisfaire augmentent plus vite que celles qui sont effectuées pour les autres fonctions. Ce sont en fait les ménages les plus riches — ainsi que ceux de la partie supérieure de la classe moyenne — qui font accroître ces dépenses.

Le cinéma, divertissement toujours plus populaire

Le cinéma est, avec la télévision, l'une des industries culturelles les plus développées. L'auditoire des cinémas et ciné-parcs a connu une forte croissance au Québec durant les années 1990, plus rapide que l'accroissement de la population (tableau 63). Les salles de cinéma du Québec ont connu plus de 27 millions d'entrées en 1999, soit une hausse de presque 100 % en

Tableau 63
Auditoire des cinémas et ciné-parcs
et projections de films au total, en indice,
et proportion en français, Québec, 1991-1999

Année	N (000)	Auditoire		Projections		
		Indice	% en français	N	Indice	% en français
1991	14 255	100,0	57,4	297 268	100,0	58,7
1992	15 305	107,4	59,9	340 375	114,5	61,3
1993	17 257	121,1	63,6	363 297	122,2	64,8
1994	18 583	130,4	64,1	407 548	137,1	65,6
1995	19 023	133,4	62,6	471 670	158,7	64,4
1996	20 875	146,4	63,6	535 069	180,0	65,9
1997	23 200	162,7	63,4	577 807	194,4	67,2
1998	26 142	183,4	68,9	640 897	215,6	69,8
1999	27 309	191,6	68,6	723 801	243,5	68,9

Source : ISQ, Indicateurs d'activités culturelles au Québec 1997; Statistiques sur l'industrie du film et www.stat.gouv.qc.ca

Tableau 64
Auditoire des cinémas et projections de films
selon le pays d'origine des films, Québec, 1995-1998

Pays	Auditoire					Projections				
	1995	1996	1997	1998	1999	1995	1996	1997	1998	1999
USA	84,7	87,1	84,1	77,1	80,3	83,2	86,0	84,5	77,7	79,3
France	4,4	4,7	4,9	5,1	4,2	4,5	4,6	5,5	5,7	4,5
Autres pays	6,2	4,9	7,0	5,7	7,6	6,7	5,4	6,5	5,1	8,0
Québec	2,8	2,7	3,7	16,4	6,5	3,0	3,3	3,0	10,1	6,5
Canada*	1,9	0,7	0,3	1,7	1,3	2,6	0,7	0,5	1,4	11,8
Total (%)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

* Excluant le Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec. Statistiques sur l'industrie du film, 1998

moins de dix ans. Cette croissance est étonnante et il faut parler d'un véritable engouement pour le septième art, comme en témoigne l'ouverture de complexes géants de salles de cinémas à Québec et Montréal. Les Québécois âgés de 12 ans et plus ont vu en moyenne quatre films en salle en 1999, soit environ deux films de plus par année par personne en cinq ans.

Le nombre de projections croît plus vite que le nombre de clients des salles de cinémas. Il y a plus de salles à fréquenter et plus de films à voir. Cette industrie culturelle est, on le voit, très dynamique. Les études portant sur la question révèlent que les premières cohortes de la génération des baby boomers, qui vont bientôt prendre leur retraite ou encore diminuer leur temps de travail, vont alimenter cette croissance de l'industrie du film qui est appelée à se maintenir dans les années à venir.

L'industrie du cinéma est largement dominée par les grandes sociétés commerciales américaines, qui contrôlent en pratique la production et la commercia-

lisation des films (tableau 64). Durant les années 1990, environ 85 % de tous les films vus par les clients des cinémas étaient d'origine américaine (chiffre qui inclut les coproductions). Les films venant de France suivaient loin derrière avec environ 5 % de l'auditoire. La part des films québécois est somme toute assez marginale, mais elle varie en fonction des films à succès qui paraissent de temps à autre. Le palmarès des films projetés en 1998 a réservé une surprise de taille, puisque trois films québécois se retrouvent parmi les dix films qui ont été les plus populaires dans l'année : *Les Boys* (3^e place), *Les Boys II* (5^e place) et *C'ta ton tour*. *Laura Cadieux* (10^e place). La part de l'assistance totale est passée à 16 % pour les films québécois, soit quatre fois plus que la moyenne des autres années et cette croissance s'est faite presque exclusivement au détriment des films américains. Mais il s'agit là d'un phénomène temporaire qui ne traduit pas une évolution permanente, comme le montrent les données de l'année 1999.

Notes

1. Voir par exemple les études comparées du groupe Comparative Charting of Social Change, notamment Michel FORNÉ et Simon LANGLOIS, *Tendances comparées des sociétés postindustrielles*, Paris, Presses universitaires de France, 1996 et les ouvrages publiés dans la collection Comparative Charting of Social Change, McGill-Queen's University Press.
2. Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage dont nous avons coordonné la rédaction, *La société québécoise en tendances 1960-1990*, (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990). Les données de ce chapitre reprennent quelques-unes des séries statistiques qu'on trouve dans cet ouvrage, qui couvre par ailleurs l'ensemble des domaines que l'on nous reprochera peut-être de ne pas aborder ici.
3. Selon une étude de Statistique Canada publiée en 1998 donnant les résultats d'une enquête faite auprès des Québécoises.
4. Le solde migratoire est établi à partir des déclarations d'impôt sur le revenu, avec deux ans de retard. Le solde calculé chaque année à partir du fichier des allocations familiales surestime les départs du Québec et les deux statistiques ne peuvent être comparées. Lorsque le solde estimé est publié chaque année, il s'ensuit une distorsion si on le compare au seuil définitif de l'année précédente mesuré à partir d'une autre base. La surestimation qui résulte de la comparaison de données venant de deux sources a donné lieu à des manchettes alarmistes ces dernières années, surtout dans la presse anglophone.
5. Louis DUCHESNE, *Naître au naturel: les naissances hors mariage*, Statistiques. Données socio-démographiques en bref, BSQ, juin 1997.
6. Voir par exemple la récente publication de l'ISQ, du Conseil de la famille et de l'enfance et du Ministère de la famille et de l'enfance, *Un portrait statistique de la famille et de l'enfance au Québec*, Québec, ISQ et Conseil, 1999.
7. *Idem*.
8. Charles CASTONGUAY, «Évolution de l'assimilation linguistique au Québec et au Canada entre 1971 et 1991», *Recherches sociographiques*, 3, 38, 1997: 469-490.
9. Michael O'KEEFE, *Minorités francophones: assimilation et vitalité des communautés*, Ottawa, Patrimoine Canada, 1998, p. 37.
10. Voir Statistique Canada, *Système de comptabilité nationale. Comptes économiques provinciaux*, édition historique 1961-1986, cat. 13-213, p. xxii.
11. Georges MATHEWS, «L'essoufflement de l'économie québécoise face à l'économie canadienne», dans *Recherches sociographiques*, 2-3, 1998 : 363-391.
12. Statistique Canada a modifié la définition du travail à temps partiel. Certains emplois réguliers occupés moins de trente heures par semaines (pilotes d'avion, par exemple) sont inclus dans les emplois à temps plein. Les données ont été révisées à partir de 1987. Avant cette date, elles ne sont pas strictement comparables.
13. L'inégalité est mesurée par le coefficient de GINI, qui est une mesure classique. Plus les riches reçoivent une part élevée des revenus, plus le coefficient de GINI est élevé.
14. La Mesure de Faiblesse du Revenu (MFR) définit comme pauvres les ménages qui reçoivent moins de la moitié de la médiane du revenu disponible par unité. Cette mesure, plus facile à calculer, est maintenant de plus en plus utilisée dans les comparaisons internationales de la pauvreté.
15. Nous avons calculé les coefficients budgétaires pour dix grandes fonctions de consommation à partir des microdonnées des *Enquêtes sur les dépenses des familles* de Statistique Canada.